

Les marchés des communications électroniques

1.	Les chiffres du marché et la situation sur le marché	167
	A. Le marché des clients finals	167
	B. L'investissement et l'emploi	175
2.	Les différents segments du marché de détail	177
	A. La téléphonie fixe	177
	B. L'Internet	187
	C. Le mobile	191
	D. Les autres services	199
	E. Les services de capacité	201
3.	Consommation et usages en France	203
	A. L'équipement des ménages	204
	B. L'équipement des personnes	207
4.	Comparaisons tarifaires avec les autres pays	211
	A. Le prix d'un panier en téléphonie fixe	211
	B. L'abonnement	213
	C. Le prix des communications en Europe	214

Les chiffres du marché et la situation sur le marché

A. Le marché des clients finals

1. Le marché des communications électroniques

a. Les revenus du marché

Revenus perçus auprès du client final

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Evol.
Services fixes	15 783	15 927	15 395	15 217	15 149	-0,4 %
Téléphonie fixe	14 030	13 509	12 629	12 072	11 419	-5,4 %
Internet	1 753	2 418	2 767	3 145	3 729	18,6 %
Services mobiles	11 788	13 243	14 868	16 203	16 865	4,1 %
Ensemble de la téléphonie et Internet	27 570	29 171	30 264	31 420	32 014	1,9 %
Services à valeur ajoutée	2 112	2 175	2 382	2 723	2 651	-2,6 %
Services de capacité	4 451	4 556	4 264	3 500	3 422	-2,2 %
Total services de communications électroniques	34 133	35 901	36 910	37 644	38 088	1,2 %
Revenus des autres services	1 875	2 137	2 474	3 100	2 951	-4,8 %
Total des revenus des opérateurs sur le marché final	36 008	38 038	39 384	40 745	41 039	0,7 %

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Internet : estimation ARCEP (Observatoire des CE pour les données de 2000 à 2003).

Transport de données : enquête de branche ARCEP/INSEE sur les communications électroniques pour les données 2000 à 2003.

Evolution du marché des communications électroniques entre 2005 et 2006

L'année 2006 a été marquée par une modification importante dans la structure du marché des services de capacité spécifiquement dédiés aux entreprises : l'intégration de Transpac dans France Télécom au premier janvier 2006 a entraîné une suppression des flux financiers entre ces deux sociétés. Avant cette date, France Télécom et Transpac se vendaient des services de capacité. Ces revenus étaient comptabilisés dans les rubriques "Liaisons louées" et "Transport de données".

Afin de permettre d'évaluer l'évolution du marché des communications électroniques entre 2005 et 2006 sur des données comparables, l'observatoire publie les données de 2005 correspondant au champ 2006, c'est à dire hors ventes entre France Télécom et Transpac.

Le revenu des services de capacité n'a pas été retraité avant l'année 2005. De ce fait, les évolutions entre 2004 et 2005 ne sont pas comparables.

L'intégration d'un nouvel opérateur important sur le segment du marché des annuaires en 2005 (rubrique "Autres services") créé également une rupture d'évolution entre 2004 et 2005.

Les évolutions sur l'ancien périmètre sont présentées ci-dessous pour les années 2002 – 2005.

Evolution des revenus perçus auprès du client final

Evolutions en %	2002	2003	2004	2005
Services fixes	0,0 %	0,97 %	-3,3 %	-1,2 %
Téléphonie fixe	-2,4 %	-3,7 %	-6,5 %	-4,4 %
Internet	24,1 %	37,9 %	14,4 %	13,7 %
Services mobiles	17,5 %	12,3 %	12,3 %	9,0 %
Ensemble de la téléphonie et Internet	6,8 %	5,8 %	3,7 %	3,8 %
Services à valeur ajoutée	2,8 %	3,0 %	9,5 %	14,3 %
Services de capacité	6,5 %	2,4 %	-6,4 %	2,8 %
Total services de communications électroniques	6,5 %	5,2 %	2,8 %	4,4 %
Autres services	-15,3 %	14,0 %	15,8 %	4,1 %
Total des revenus des opérateurs sur le marché final	5,1 %	5,6 %	3,5 %	4,4 %

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

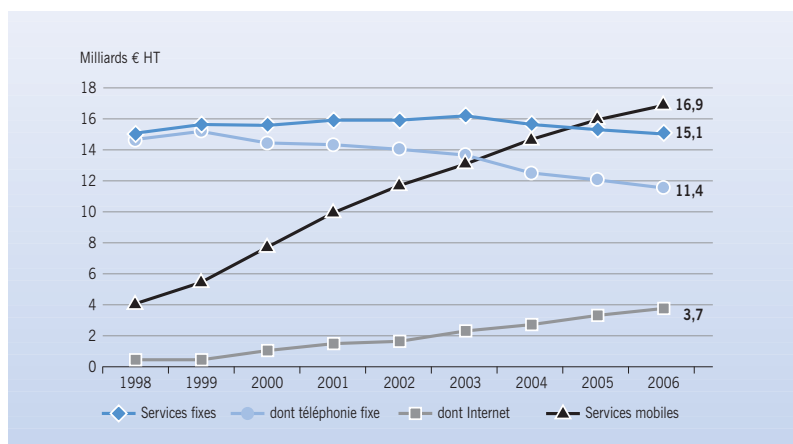
Les revenus des opérateurs sur le marché final atteignent 41 milliards € en 2006, en légère augmentation (+0,7%) par rapport à 2005. Le revenu des seuls services de communications électroniques (38 milliards €) progresse de 1,2%, soit une évolution un peu moins marquée que les années précédentes.

Le ralentissement de la croissance des revenus des services de téléphonie mobile observé en 2005 s'accroît en 2006. Les revenus des services mobiles progressent de 4,1 % en 2006 contre 9 % en 2005. La croissance annuelle dépassait 12 % pour les années 2003 et 2004.

Les revenus de l'accès à Internet poursuivent leur croissance dynamique (+18,6 %) sous l'impulsion du haut débit. Quant à la téléphonie fixe, ses revenus baissent de 5,4 % en 2006, la hausse des revenus liés à l'accès et aux abonnements de téléphonie fixe en juillet 2006 n'a pas compensé la perte de revenus sur les communications.

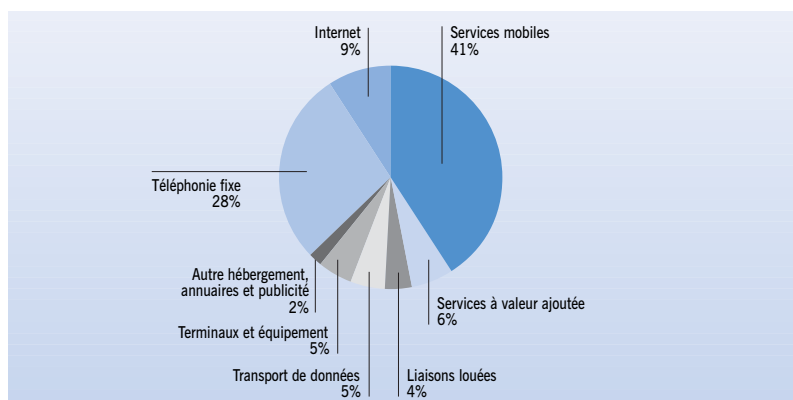
L'ensemble du revenu pour l'activité de téléphonie et accès à Internet, qui représente près de 80 % des revenus du marché de détail, progresse de 1,9 % par rapport à 2005.

Revenus des services de téléphonie et de l'Internet



Source : ARCEP.

Répartition des revenus des services de communication électronique en 2006



Source : ARCEP.

Après une forte croissance en 2005 (+14,3 %), les revenus des services à valeur ajoutée (SVA) reculent de 2,6 % en 2006. Les seuls services de renseignements téléphoniques (6 % des revenus des SVA) ont diminué de près de 27 %. Les revenus des autres services avancés sont quasiment stables.

b. Le trafic voix atteint 200 milliards de minutes en 2006

Volumes auprès des clients finals

Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006
Téléphonie fixe	112 456	108 931	105 100	106 176	105 439
Services mobiles	51 844	63 469	74 248	81 711	94 092
Total services "voix"	164 300	172 400	179 348	187 886	199 531
Internet bas débit	66 831	71 779	54 687	38 233	25 921
Nombre de SMS émis (millions d'unités)	5 523	8 188	10 335	12 597	15 023

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Volumes auprès des clients finals

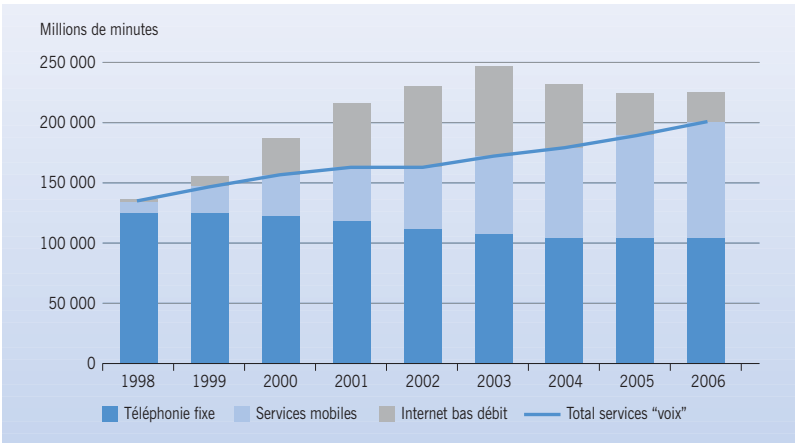
Evolutions en %	2002	2003	2004	2005	2006
Téléphonie fixe	-5,1%	-3,1%	-3,5%	1,0%	-0,7%
Services mobiles	16,6%	22,4%	17,0%	10,1%	15,2%
Total services "voix"	0,8%	4,9%	4,0%	4,8%	6,2%
Internet bas débit	27,4%	7,4%	-23,8%	-30,1%	-32,2%
Nombre de SMS émis	57,4%	48,3%	26,2%	21,9%	19,3%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

La croissance du trafic voix en 2006 est supérieure aux progressions annuelles de ces dernières années. D'une part, depuis deux ans, le trafic de téléphonie fixe s'est stabilisé autour de 105 milliards de minutes alors qu'il décroissait à un rythme d'environ 3 % les deux années précédentes. D'autre part, après une croissance de 10 % seulement en 2005, le trafic au départ des mobiles affiche à nouveau en 2006 une très forte croissance avec + 15,2 %.

Le nombre de SMS reste dynamique avec 2,5 milliards de messages émis de plus qu'en 2005. La croissance se maintient autour de 20 %.

Évolution des volumes de téléphonie et de l'Internet bas débit



Source : ARCEP.

c. Un parc de client toujours en hausse

Abonnements

En millions	2002	2003	2004	2005	2006
Abonnements à un service de téléphonie fixe	34,124	33,913	34,541	36,498	38,168
Sélection du transporteur	6,420	7,514	7,676	8,220	6,883
Abonnements à Internet	9,124	10,617	11,939	13,217	15,252
Nombre de clients aux services mobiles	38,593	41,702	44,544	48,088	51,662

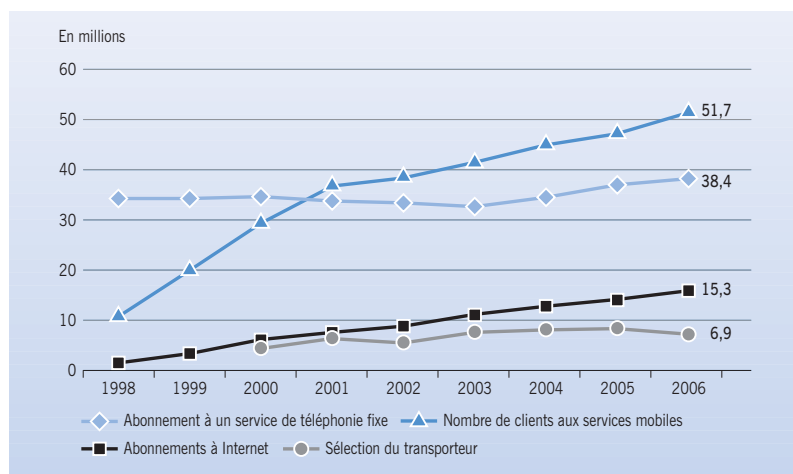
Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Abonnements

Evolutions en %	2002	2003	2004	2005	2006
Abonnements à un service de téléphonie fixe	0,1%	-0,6%	1,8%	5,7%	4,6%
Sélection du transporteur	8,1%	17,0%	2,2%	7,1%	-16,3%
Abonnements à Internet	30,6%	16,4%	12,4%	10,7%	15,4%
Nombre de clients aux services mobiles	4,7%	8,1%	6,8%	8,0%	7,4%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Abonnements téléphonie et Internet



Source : ARCEP.

Le nombre de clients des opérateurs mobiles a dépassé les 50 millions au cours du 4^e trimestre 2006. La croissance reste soutenue comme les années précédentes, à un rythme de +7 % à +8 % par an.

L'engouement pour l'Internet haut débit ne s'est pas démenti au cours de l'année 2006 : pour la troisième année consécutive, le nombre d'abonnements haut débit a progressé de 3 millions. L'Internet bas débit a, quant à lui, reculé d'un million au profit du haut débit. Globalement le nombre d'accès à Internet a cru de 15 % en 2006 et s'est établi à 15,3 millions de clients.

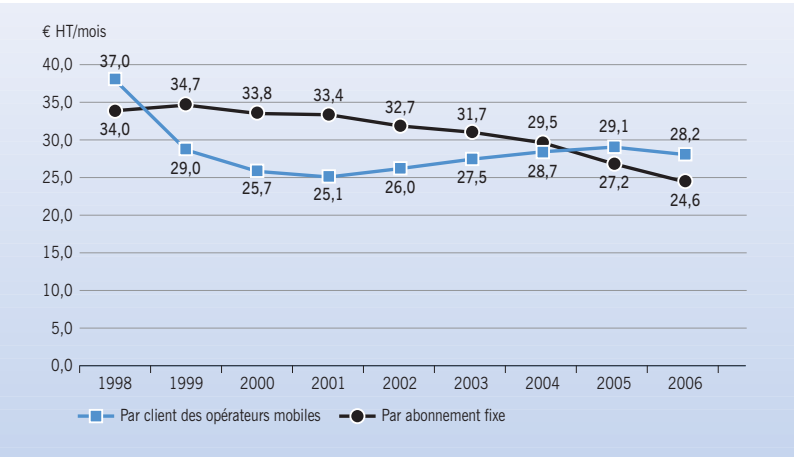
Le nombre des abonnements au service téléphonique par le réseau fixe progressent de 4,6 % par rapport à 2005. Le nombre des abonnements à un service de voix sur large bande a doublé et atteint 6,6 millions, tandis que les abonnements classiques à la téléphonie recule de près de 5 % à 31,6 millions d'abonnements contre 33,1 millions à la fin de l'année 2005.

La sélection du transporteur connaît en 2006 un retournement avec une baisse de 16,3 %. Le nombre de souscriptions a chuté de 1,3 million et se situe à peine au dessus de celui de l'année 2002.

2. Baisse du montant des factures moyennes mensuelles pour la téléphonie et l'Internet

La facture moyenne par client a diminué à la fois pour les abonnés à la téléphonie mobile (-1 € HT) et pour les abonnés à la téléphonie fixe (en recul de 2,7 € HT).

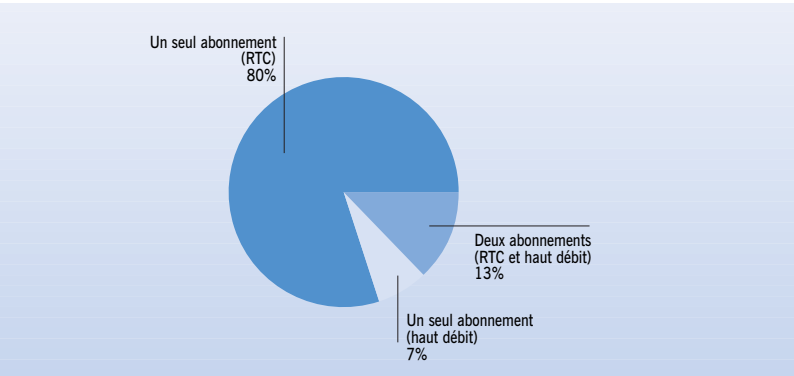
Facture moyenne mensuelle par client en téléphonie



Source : ARCEP.

La très forte croissance du nombre de clients au service téléphonique en voix sur IP fait mécaniquement baisser la facture moyenne au départ des postes fixes en augmentant le dénominateur. A la fin de 2006, 13% des lignes fixes supportent deux abonnements téléphoniques

Répartition des accès au service téléphonique depuis des lignes fixes au 31/12/2006



Source : ARCEP.

La voix sur IP a également contribué à la baisse de la facture moyenne en diminuant le numérateur : la facture mensuelle moyenne d'un client ayant un accès en voix sur large bande est nettement plus faible que celle d'un client sur ligne RTC car la plupart des communications nationales vers un numéro fixe ne sont pas facturées. Cette dépense moyenne est de l'ordre de 3,7€ HT par mois pour 27,9€ HT (y compris l'abonnement) par mois pour un client d'une ligne RTC. (Ces montants s'entendent hors accès à internet dont le revenu est entièrement attribué au marché "internet").

Autre facteur important : la croissance du dégroupage total. Ce dernier a permis aux clients de ne plus payer l'abonnement téléphonique, contribuant ainsi à faire baisser le montant de la dépense.

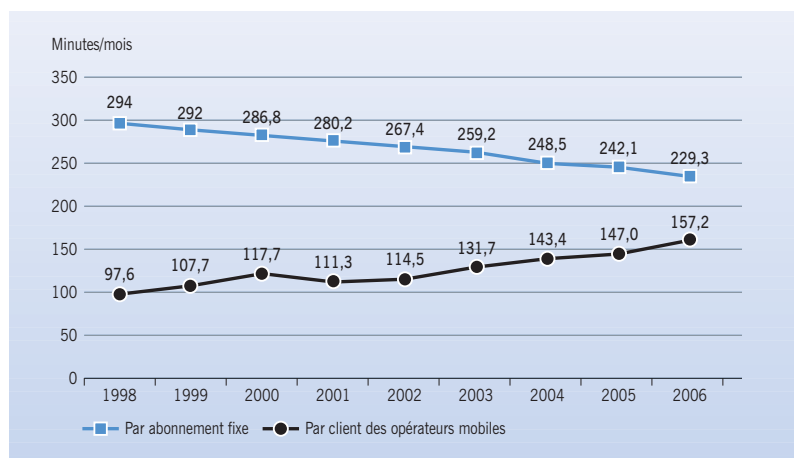
Enfin, la baisse du prix des communications RTC a également contribué à faire diminuer la facture de téléphonie fixe.

La hausse de l'abonnement téléphonique de France Télécom vient contrebalancer ces importantes baisses de prix.

La facture moyenne mensuelle des clients des opérateurs de téléphonie mobile a diminué pour la première fois depuis 2001. La baisse de la facture mensuelle atteint 2,2 € HT pour les possesseurs de forfaits et 0,1 € HT pour les clients de cartes prépayées¹. En revanche, le trafic par abonné a fortement progressé : en 2006, il augmente en moyenne de 10 minutes par mois et par client par rapport à 2005.

¹ – Cf. partie 5, chapitre 2, C, 1.

Volume moyen mensuel par client



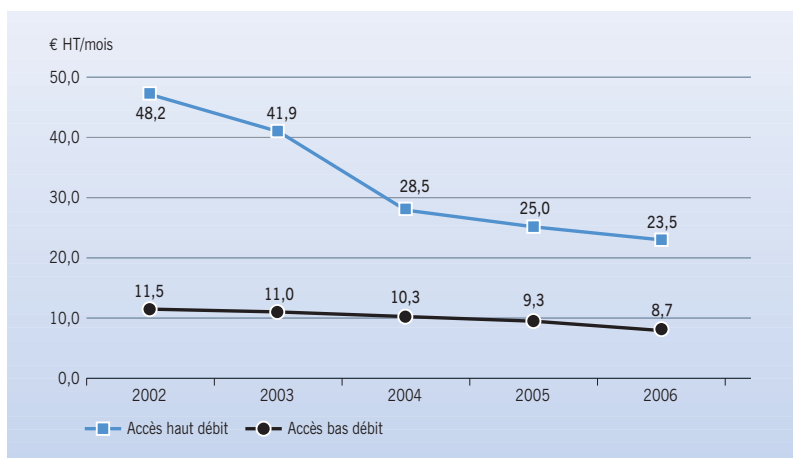
Source : ARCEP.

En ce qui concerne le volume de trafic par abonnement à la téléphonie fixe, les raisons de la baisse sont identiques : si les clients disposant d'un accès en voix sur large bande sont enclins à téléphoner plus longtemps, ceux d'entre eux qui disposent de deux abonnements (un sur RTC et un en VLB, en dégroupage partiel par exemple) ne téléphonent pas pour autant deux fois plus longtemps. C'est pourquoi le ratio « trafic par abonnement fixe » poursuit sa baisse.

Afin de neutraliser l'effet lié aux doubles abonnements sur un même accès (ou « ligne »), il faut considérer le volume de trafic par accès fixe. Le trafic fixe par accès indique que la consommation en téléphonie fixe (RTC ou VoIP) par ligne est restée relativement stable depuis 2004 : elle s'établit à 4h14 par mois par ligne en 2006.

Les abonnés disposant d'un accès haut débit à Internet ont vu leur facture moyenne mensuelle diminuer de 1,5 €, passant de 25 € HT en 2005 à 23,5 € HT en 2006. La facture des clients disposant d'un accès à Internet en bas débit a baissé de 5,6 % en un an et s'établit à 8,7 € HT en 2006.

Facture moyenne mensuelle par abonnement Internet



Source : ARCEP.

Précisions relatives aux indicateurs de factures et volumes mensuels moyen par client

L'Observatoire des marchés publie des indicateurs de **facture moyenne mensuelle par abonnement pour la téléphonie fixe, la téléphonie mobile et Internet**. Ils correspondent aux sommes facturées, en moyenne, par l'opérateur au client pour l'abonnement et les communications (voix et données). Ces indicateurs sont différents des **ARPU** (*Average Revenue Per User*) qui correspondent généralement aux revenus des opérateurs pour l'ensemble des recettes liées à l'utilisation des réseaux (appels entrants et sortants).

Les revenus pris en compte pour le calcul de la facture moyenne mensuelle au départ des réseaux mobiles incluent plus précisément : les revenus des appels sortants, des services de données (messagerie interpersonnelle et services d'accès à Internet), le *roaming out*. Les revenus correspondant à l'interconnexion (appels entrants) ne sont pas pris en compte.

Les analystes financiers et les opérateurs publient de leur côté un indicateur de revenu moyen par client (revenu moyen récurrent ou ARPU). Il comprend : les revenus des appels sortants, des services de données, des services à valeur ajoutée ET les revenus des appels entrants (interconnexion). Selon les opérateurs, il inclut ou non les revenus du roaming.

De même, l'Observatoire publie des indicateurs de **trafic mensuel moyen sortant par client** représentatifs de l'usage par les consommateurs de leur téléphone.

Par analogie avec l'ARPU, un indicateur de trafic moyen par client ou **AUPU** (*Average Usage Per User*) est employé par certains cabinets financiers et par les opérateurs ; il incorpore tout ou partie des appels entrants pour disposer d'une assiette de volume qui soit comparable à celle utilisée pour l'ARPU. Il ne représente pas la consommation moyenne par client et constitue plutôt un indicateur de volume d'activité de l'opérateur ramené au client.

En ce qui concerne la téléphonie fixe, les revenus pris en compte sont les seuls revenus correspondant aux abonnements et aux communications téléphoniques (y

compris les revenus des communications téléphoniques en accès IP) à l'exclusion de tout autre revenu, notamment ceux des services avancés et de l'Internet. Il s'agit d'une vision partielle de la facture fixe puisqu'elle ne prend en compte que les valeurs relatives à la téléphonie.

En ce qui concerne Internet, les revenus pris en compte sont les revenus des abonnements forfaitaires donnant accès à Internet et les revenus des connexions Internet facturées à la minute.

B. L'investissement et l'emploi

Les emplois directs

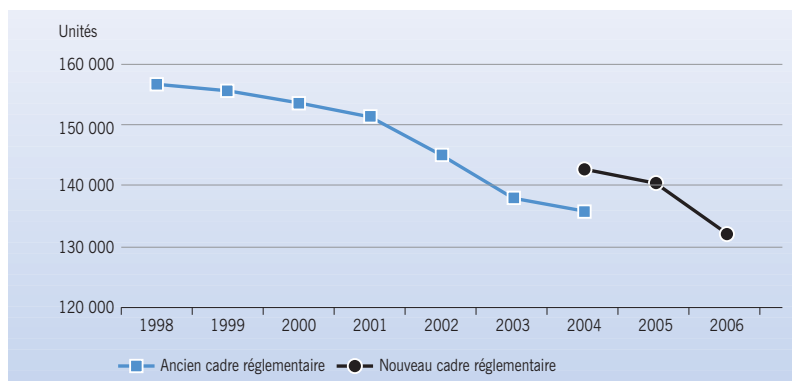
Unités	2002	2003	2004	2005	2006
Emplois (champ : ancien cadre réglementaire)	145 487	138 716	136 547	134 066	
Evolutions en %	-3,8%	-4,7%	-1,6%	-1,8%	
Emplois (champ : nouveau cadre réglementaire)			142 137	140 410	131 854
Evolutions en %				-1,2%	-6,1%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

N.B. : Le nombre d'opérateurs interrogés a doublé avec l'extension du cadre réglementaire, passant de 115 à 220 fin 2004. En terme d'emploi, cette extension est relativement limitée : à la fin de 2004, les opérateurs présents dans l'ancien cadre réglementaire représentaient 137 000 emplois, l'intégration des nouveaux opérateurs représente à la même date 5 000 emplois supplémentaires.

Après une année 2005 dont la baisse de l'emploi salarié avait été moindre que les années précédentes, en 2006, le nombre de salariés des opérateurs déclarés a fortement diminué. La baisse affecte les opérateurs de réseaux fixes, qui pour les principaux, ont connu des plans de restructurations importants. Cette évolution est la traduction en termes d'emploi des consolidations intervenues à la fin de l'année 2005 et courant 2006 (intégrations de filiales, rachats d'autres opérateurs). Globalement, les effectifs des opérateurs mobiles ont été stables en 2006 par rapport à 2005. Ils représentent 14 % de l'emploi salarié du secteur.

L'emploi des opérateurs de communications électroniques



Source : ARCEP.

Les investissements au cours de l'exercice

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006
Investissements (champ : ancien cadre réglementaire)	5 699	5 437	5 343	6 037	
Evolutions en %	-37,9%	-4,6%	-1,7%	13,0%	
Investissements (champ : nouveau cadre réglementaire)			5 493	6 342	7 010
Evolutions en %				15,5%	10,5%

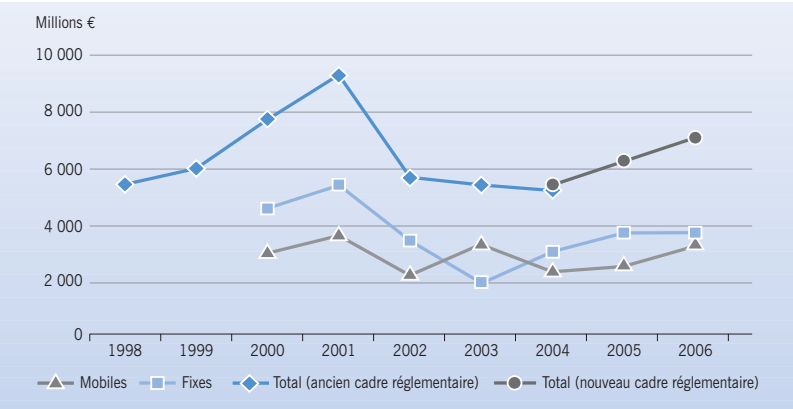
Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

L'investissement croît fortement pour la deuxième année consécutive (+ 10,5 %, après une très forte croissance de 15,5 % en 2005). La croissance a été plus forte pour les opérateurs mobiles (+ 26 %), qui contribuent à près de la moitié des 7 milliards € d'investissement réalisés en 2006 pour l'activité de télécommunications, contre 40 % environ au cours de l'année 2005.

Les investissements des opérateurs mobiles se sont axés comme en 2005 sur le réseau UMTS et la technologie Edge, mais également au déploiement des nouveaux réseaux HSDPA.

Du côté des opérateurs fixes, les investissements se sont concentrés sur l'accès à Internet, et en particulier sur l'ADSL avec l'amélioration de la couverture du dégroupage.

Flux d'investissements pour l'activité télécom



Source : ARCEP.

Les différents segments du marché de détail

A. La téléphonie fixe

1. L'accès

a. Les abonnements

Abonnements au service téléphonique sur réseaux fixes

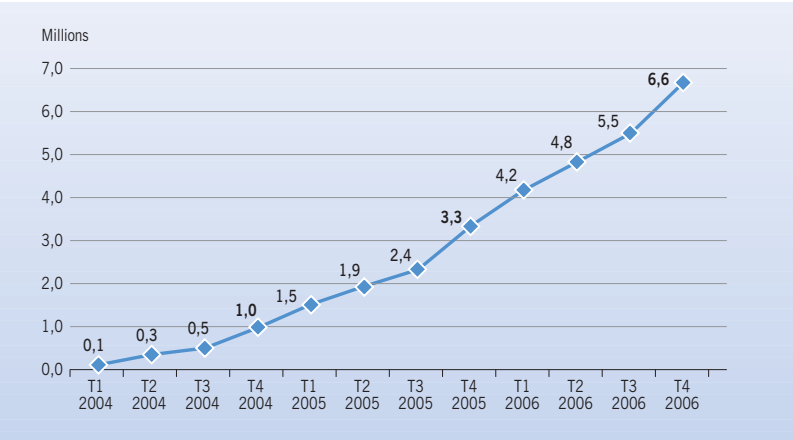
En millions	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Nombre d'abonnements en fin de période	34,124	33,913	34,541	36,498	38,168	4,6%
dont abonnements sur lignes analogiques	28,980	28,673	28,502	27,969	26,477	-5,3%
dont abonnements sur lignes numériques	5,084	5,176	5,038	5,002	4,872	-2,6%
dont abonnements par le câble	0,058	0,060	0,069	0,135	0,211	55,7%
dont abonnements à la voix sur IP	–	–	0,931	3,392	6,608	94,8%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Le nombre d'abonnements à la téléphonie fixe augmente en 2006 de 1,7 million. Cette progression résulte d'une forte hausse du nombre d'abonnements à la voix sur IP (+3,2 millions) qui a doublé en un an, accompagnée de celle des abonnements à la téléphonie par le câble. Les abonnements sur ligne analogique ou numérique sont en revanche en recul de 1,5 million par rapport à 2005.

La substitution du fixe par le mobile observée les années précédentes semble marquer une pause : en 2006, le taux d'équipement en téléphonie fixe des ménages a légèrement progressé pour s'établir à 82,2 % contre 82 % un an plus tôt (selon l'enquête La Référence des Equipements Multimédias, Médiamétrie/GFK).

Abonnements à la voix sur IP



Source : ARCEP.

Revenus des frais d'accès, abonnements et services supplémentaires

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Accès, abonnements et services supplémentaires	5 426	5 505	5 439	5 651	5 852	3,5%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

N.B. : les revenus de l'accès comprennent outre les revenus de l'accès au service téléphonique, les revenus des abonnements pour l'accès à la téléphonie en IP ainsi que les revenus des services supplémentaires (présentation du numéro,...). Ils n'incluent pas les revenus des forfaits multi-services.

Les revenus liés à l'accès au service téléphonique progressent de 3,5 % sur un an. La hausse de 7,2 % du prix de l'abonnement téléphonique en juillet 2006 permet de compenser, en ce qui concerne les revenus de l'accès, la perte des revenus liée à la baisse du nombre d'abonnements sur des lignes analogiques ou numériques. Elle ne compense pas, au niveau global, la baisse des revenus des communications depuis les lignes fixes.

Les revenus des accès et abonnements incluent également des revenus facturés aux clients finals pour l'activation de services de téléphonie sur large bande lorsque ce service est payant. Ce montant, évalué en 2005 à 1 % des revenus de l'accès, atteint 4 % en 2006.

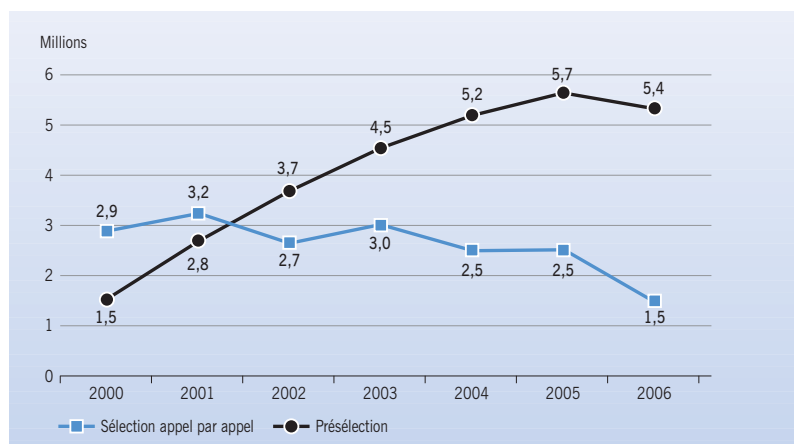
b. la sélection du transporteur

Abonnements à la sélection du transporteur

En millions	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Abonnements à la sélection appel par appel	2,722	2,991	2,513	2,533	1,470	-42,0%
Abonnements à la présélection	3,698	4,523	5,163	5,687	5,413	-4,8%
Abonnements à la sélection du transporteur	6,420	7,514	7,676	8,220	6,883	-16,3%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Nombre d'abonnements à la sélection du transporteur



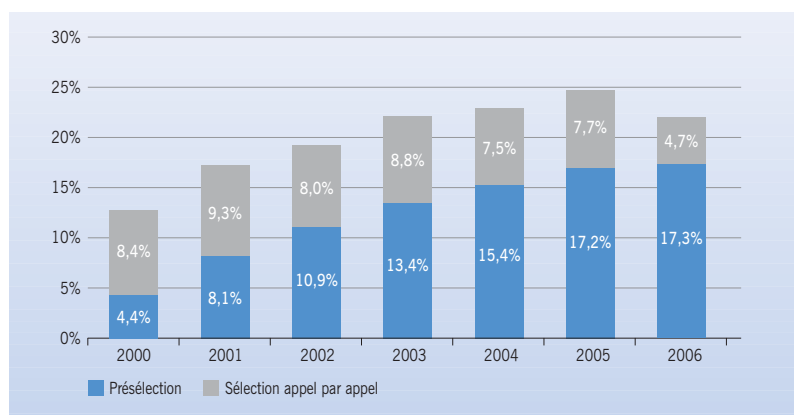
Source : ARCEP.

Le nombre d'abonnements à la sélection du transporteur recule en 2006 qu'il s'agisse de la sélection appel par appel ou de la présélection.

Cette dernière avait marqué le pas à la fin de l'année 2005, avec un reflux de 2,5 % au 4^e trimestre 2005. Cette tendance est confirmée en 2006, avec une baisse de 4,8 % par rapport à 2005. La sélection appel par appel, qui consiste à composer manuellement le préfixe de l'opérateur en charge de l'appel a connu la plus forte baisse avec 1,1 million de clients en moins, alors que depuis l'année 2000 cette modalité oscillait entre 2,5 et un peu plus de 3 millions d'abonnements.

Le succès du dégroupage total a affecté ce mode de recours à la concurrence.

Part des abonnements à la sélection du transporteur dans le nombre d'abonnements au service téléphonique RTC (hors câble)



Source : ARCEP.

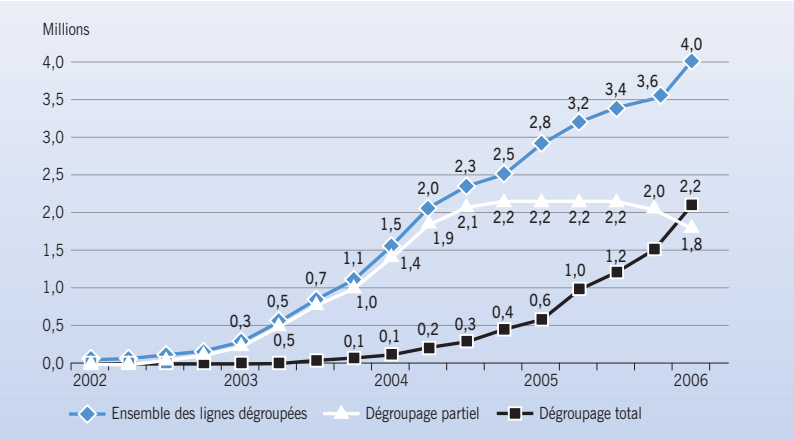
c. Le dégroupage

Dégroupage

En millions	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Nombre de lignes partiellement dégroupées	0,001	0,269	1,443	2,248	1,831	-18,5%
Nombre de lignes totalement dégroupées	0,001	0,004	0,093	0,592	2,189	269,9%
Nombre de lignes dégroupées	0,001	0,273	1,536	2,840	4,020	41,6%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Nombre de lignes dégroupées



Source : ARCEP.

Le dégroupage partiel a atteint, semble-t-il, son maximum à la fin de l'année 2005 avec 2,2 millions de lignes. En 2006, le nombre de lignes partiellement dégroupées diminue de près de 20 %. A contrario, le dégroupage total connaît un succès grandissant qui s'est amorcé dès le milieu de l'année 2005, avec l'extension des zones ouvertes au dégroupage total. Une part importante des lignes en dégroupage partiel ont été converties en dégroupage total. Au cours du quatrième trimestre 2006, le nombre de lignes totalement dégroupées progresse de 45 % pour atteindre 2,2 millions, et dépasse le nombre de lignes partiellement dégroupées (1,8 million).

Le nombre de lignes dégroupées a ainsi progressé au total de 42 % sur un an, soit 1,2 million de lignes supplémentaires.

Conservation du numéro : 1,7 million de numéros ont été portés en 2006. Leur nombre a été un peu plus important au cours du 4^e trimestre du fait, notamment, de l'augmentation du dégroupage total.

d. La publiphonie et les cartes prépayées

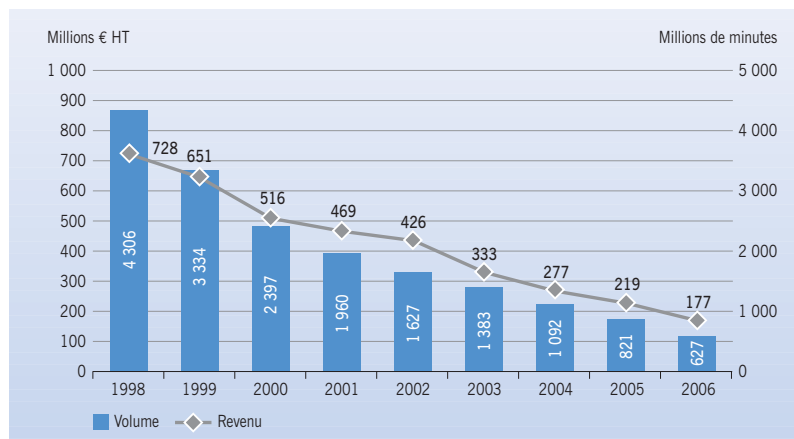
Publiphonie

	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Revenus des communications (millions €)	426	333	277	219	177	-19,1%
Volumes des communications (millions de minutes)	1 627	1 383	1 092	821	627	-23,7%
Nombre de publiphones au 31 décembre	202 418	192 275	189 298	179 770	169 790	-5,6%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Le nombre de publiphones décroît chaque année de 10 000 (à l'exception de l'année 2004 où la baisse avait été de 3 000). En volume et en revenu, la baisse atteint 20 % en un an.

Publiphonie



Source : ARCEP

Cartes post et prépayées de téléphonie fixe

	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Revenus des cartes de téléphonie fixe	217	244	248	241	208	-13,4%
Millions de minutes écoulées via les cartes	1 380	1 741	1 941	2 173	2 169	-0,2%
Nombre de cartes prépayées vendues en millions	15,935	23,022	21,803	24,991	26,145	4,6%
Nombre de cartes post-payées au 31 décembre, en millions	2,861	2,798	2,518	2,847	2,850	0,1%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Le marché des cartes prépayées et post-payées de téléphonie fixe est stable en volume mais recule en revenu de 13 %.

N.B. : Les cartes des réseaux fixes (hors télécartes utilisables uniquement dans les publiphones de l'opérateur) sont de deux types :

- les **cartes post-payées** pour lesquelles les communications sont facturées après le passage des communications (cartes d'abonnés rattachées à un compte d'abonné pour lesquelles la consommation figure sur les factures téléphoniques courantes ou cartes accréditives ou bancaires permettant la facturation directe sur un compte bancaire ou un compte tenu par un distributeur) ;
- les **cartes prépayées** : elles offrent un montant fixe, payé à l'avance, de communications téléphoniques.

2. Les communications en téléphonie fixe

Précisions relatives aux indicateurs du service téléphonique sur IP

Sur la terminologie employée :

Les indicateurs du service téléphonique sur IP de la présente publication couvrent la voix sur large bande quel que soit le support (IP DSL principalement, mais aussi IP sur câble) et la voix sur Internet lorsque les opérateurs sont déclarés auprès de l'ARCEP.

L'ARCEP a désigné par "voix sur large bande" les services de téléphonie fixe utilisant la technologie de la voix sur IP sur un réseau d'accès à Internet dont le débit dépasse 128 kbit/s et dont la qualité est maîtrisée par l'opérateur qui les fournit ; et par "voix sur Internet" les services de communications vocales utilisant le réseau public Internet et dont la qualité de service n'est pas maîtrisée par l'opérateur qui les fournit.

Les communications au départ des services de voix sur IP comptabilisées dans l'Observatoire correspondent à des services offerts au niveau de l'accès. Ces indicateurs ne correspondent pas à du trafic qui utiliserait le protocole IP uniquement sur le cœur de réseau.

Par ailleurs, l'Observatoire n'interroge pas les opérateurs non déclarés permettant de faire de la voix sur Internet de PC à PC. Ces opérateurs n'entrent pas dans le champ de l'enquête.

Sur le revenu pris en compte :

L'Observatoire distingue les communications au départ des services de téléphonie sur IP des autres communications vocales. Toutefois, alors que le volume des communications VoIP couvre l'ensemble de ce trafic constaté sur le marché final, le revenu ne couvre que le trafic VoIP facturé (par exemple en supplément d'un forfait *multiplay*).

a. Les communications depuis les postes fixes

Revenus des communications depuis les lignes fixes

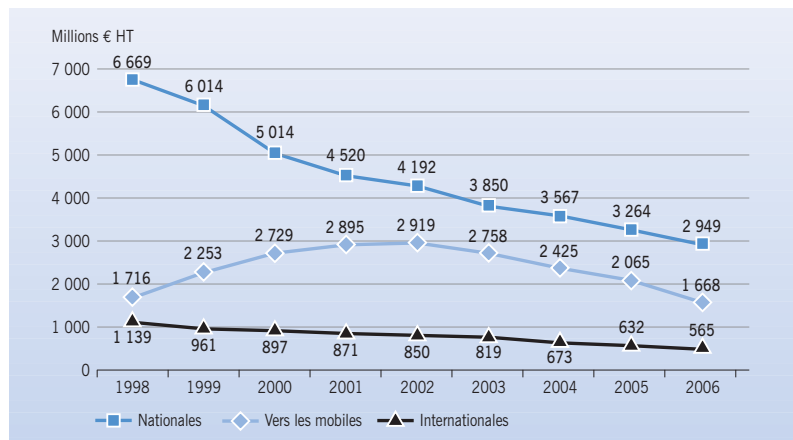
Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Communications nationales	4 192	3 850	3 567	3 264	2 949	-9,6%
Communications internationales	850	819	673	632	565	-10,6%
Communications vers mobiles	2 919	2 758	2 425	2 065	1 668	-19,2%
Ensemble des revenus depuis les lignes fixes	7 961	7 427	6 666	5 961	5 182	-13,1%
dont communications au départ des services de VoIP	—	—	16	96	224	134,1%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Le revenu des communications depuis les lignes fixes diminue de 13 %, ce qui correspond à 800 millions €. La moitié de la baisse provient du recul des recettes des communications vers les mobiles (-19 %) dont le prix de détail a baissé dans les mêmes proportions que celui de terminaison d'appel mobile (-24 % au 1^{er} janvier 2006). Le volume à destination des mobiles a quant à lui faiblement progressé (+ 1 %).

Les revenus des communications nationales et internationales sortantes diminuent (respectivement -10 % et -11 %) sous l'effet des baisses de tarifs pour les communications par le RTC (en contrepartie des hausses de l'abonnement téléphonique), mais également en raison de la croissance du volume de communications en VoIP. Le trafic national reste stable et le trafic à l'international progresse ainsi de plus de 17 %. De nombreuses offres de téléphonie illimitée au départ des box et à destination de l'étranger ont émergé au début de l'année 2006, "dopant" le volume de trafic à l'international.

Revenus des communications depuis les lignes fixes



Source : ARCEP.

Volumes des communications depuis les lignes fixes

Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Communications nationales	94 143	89 536	86 149	86 838	85 432	-1,6%
Communications internationales	4 808	4 907	4 281	4 116	4 823	17,2%
Communications vers mobiles	10 498	11 365	11 638	12 227	12 387	1,3%
Ensemble des volumes depuis les lignes fixes	109 449	105 807	102 067	103 181	102 643	-0,5%
dont communications au départ des services de VoIP	—	—	1 453	8 440	18 618	120,6%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

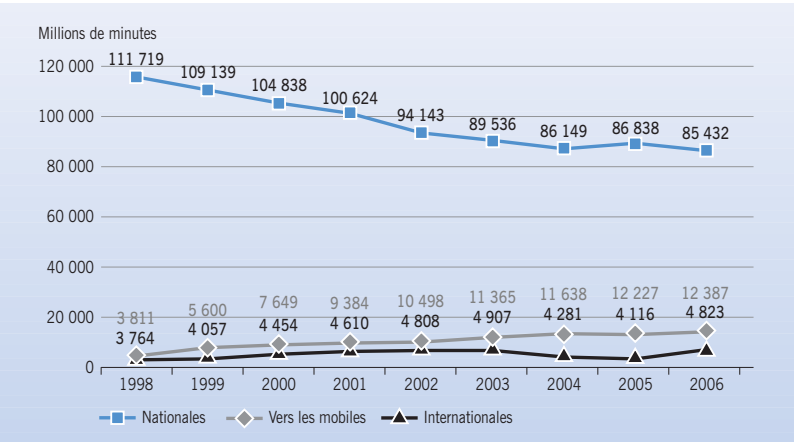
Volumes des communications depuis les lignes fixes



Source : ARCEP.

Les volumes depuis les lignes fixes sont stables depuis 2004 à 103 milliards de minutes. Le trafic IP a permis d'arrêter la chute du trafic au départ des réseaux fixes. De moins de 2 % en 2004, il représente en 2006 18 % du trafic fixe. Au 4^e trimestre 2006, il atteint 23 % du trafic, ce qui représente environ 30 % du trafic grand public.

Volume des communications depuis les lignes fixes



Source : ARCEP.

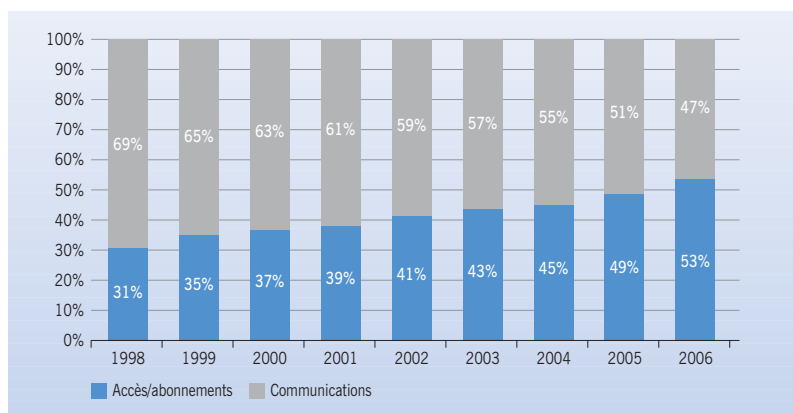
b. Total de la téléphonie fixe

Revenus de l'ensemble de la téléphonie fixe

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Accès, abonnements et communications depuis les lignes fixes	13 387	12 932	12 105	11 612	11 034	-5,0%
Accès/ Abonnement	5 426	5 505	5 439	5 651	5 852	3,5%
Communications	7 961	7 427	6 666	5 961	5 182	-13,1%
Publiphonie	426	333	277	219	177	-19,1%
Cartes	217	244	248	241	208	-13,4%
Ensemble téléphonie fixe	14 030	13 509	12 630	12 072	11 419	-5,4%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Répartition des revenus du service téléphonique depuis les postes fixes



Source : ARCEP.

La part des revenus de l'accès et des abonnements a progressé de 21 points depuis 1998. En 2006, elle devient supérieure à celle des communications.

Volumes de l'ensemble de la téléphonie fixe

Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Ensemble des communications depuis les lignes fixes	109 449	105 807	102 067	103 181	102 643	-0,5%
Publiphonie	1 627	1 383	1 092	821	627	-23,7%
Cartes	1 380	1 741	1 941	2 173	2 169	-0,2%
Ensemble téléphonie fixe	112 456	108 931	105 100	106 176	105 439	-0,7%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

3. Consommation moyenne

Consommations moyennes mensuelles par abonnement fixe

€ HT ou minutes par mois	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Facture mensuelle moyenne par client (€HT)	32,7	31,7	29,5	27,2	24,6	-9,6%
Volume mensuel moyen par client	267,4	259,2	248,5	242,1	229,1	-5,4%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Consommations moyennes mensuelles par client en téléphonie fixe

RTC	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Revenu mensuel moyen par client (€HT)	32,7	31,7	29,8	28,8	27,9	-3,2%
Volume mensuel moyen par client (minutes)	267,4	259,2	248,3	236,7	216,6	-8,5%
Haut débit	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Revenu mensuel moyen par client (€HT)	–	–	2,9	3,7	3,7	1,2%
Volume mensuel moyen par client (minutes)	–	–	260,1	325,4	310,3	-4,6%

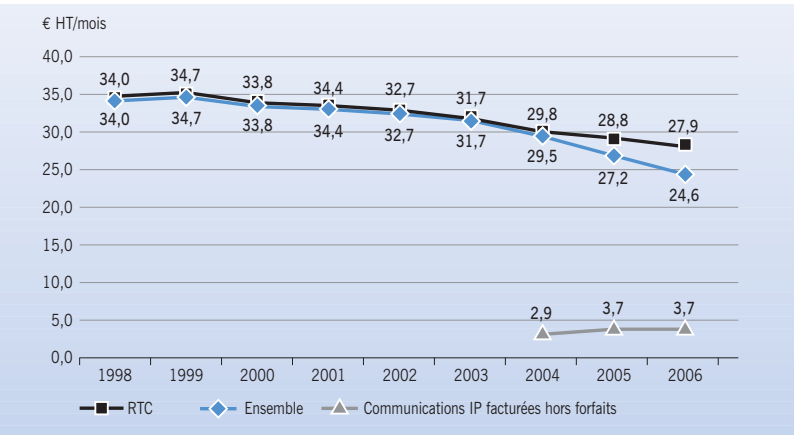
Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

N. B. : Parc moyen de clients de l'année N : [(parc total de clients à la fin de l'année N + parc total de clients à la fin de l'année N-1) / 2].

La facture est calculée en divisant le revenu des communications depuis les lignes fixes et celui de l'abonnement pour l'année N par une estimation du parc moyen de clients de l'année N rapporté au mois.

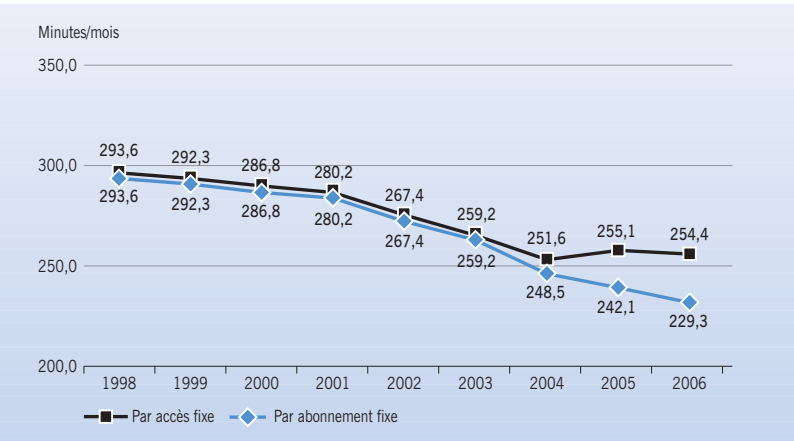
Le volume mensuel moyen est calculé en divisant le volume de trafic de l'année N par une estimation du parc moyen de clients de l'année N rapporté au mois.

Facture moyenne mensuelle voix par abonnement fixe (hors SVA)



Source : ARCEP.

Volume moyen mensuel au départ du fixe



Source : ARCEP.

B. L'internet

1. Le marché de l'Internet

a. Les abonnements

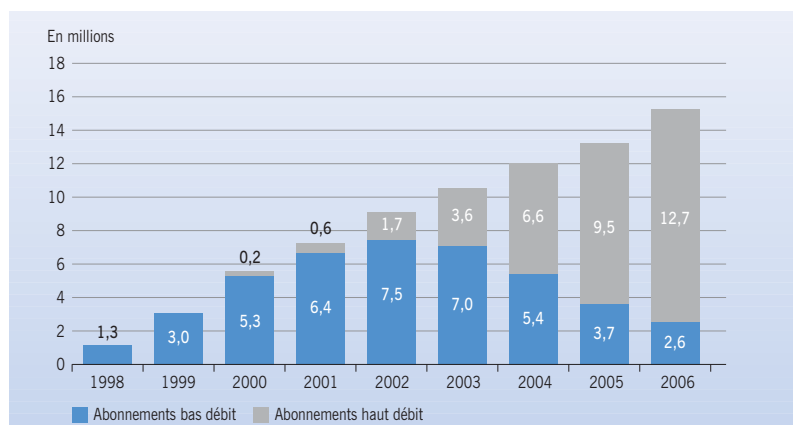
Abonnements à Internet

En millions	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Bas débit *	7,469	7,048	5,377	3,746	2,557	-31,7 %
Haut débit	1,655	3,569	6,561	9,471	12,695	34,0 %
Nombre d'abonnements à Internet *	9,124	10,617	11,939	13,217	15,252	15,4 %

* Source : AFA jusqu'en 2002. Chiffres des fournisseurs d'accès suivant : 9 online, AOL France, Club Internet, Free (RTC uniquement), InterPC, NC, Noos, Tiscali France, UPC France, Wanadoo. Sont comptabilisés les comptes d'accès gratuits ou facturés à l'usage qui font l'objet d'au moins une connexion dans les 40 derniers jours, et tous les comptes payants sur une base forfaitaire mensuelle (incluant ou non un forfait téléphonique, particuliers et professionnels).

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Nombre d'abonnements à Internet



Source : ARCEP.

Le marché de l'Internet reste très dynamique avec une progression du nombre d'abonnements à Internet de 15,4 % sur un an. Cette croissance est soutenue depuis trois ans par les accès à Internet haut débit, qui progressent de près de 34,0 % en 2006, tandis que le bas débit recule de près de 30 %.

Les abonnements haut débit (abonnements xDSL, au câble et autres) représentent 83 % des abonnements à l'Internet à la fin de 2006.

b. Les revenus

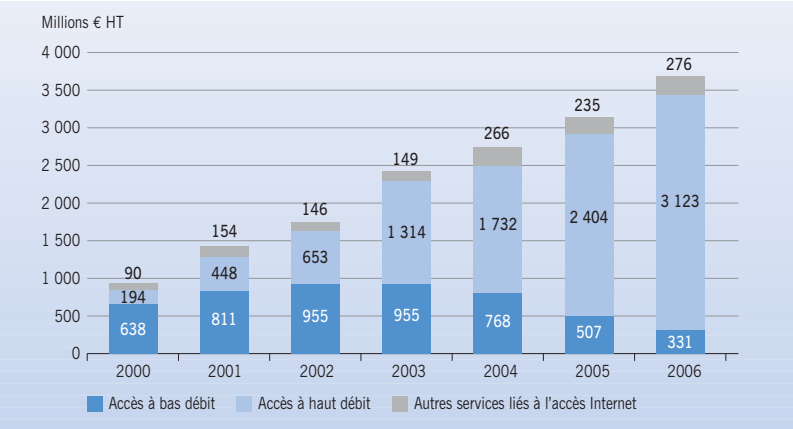
Revenus totaux de l'Internet

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Accès à bas débit	955	955	768	507	331	-34,8 %
Accès à haut débit	653	1 314	1 732	2 404	3 123	29,9 %
Autres services liés à l'accès Internet	146	149	266	235	276	17,6 %
Total Internet	1 753	2 418	2 767	3 145	3 729	18,6 %

Source : ARCEP (Observatoire des CE - estimations pour les données de 2000 à 2003 - Enquêtes annuelles 2004 et 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Comme en 2005, l'évolution des revenus est conforme à celles des parcs : le revenu du bas débit perd près de 33 % quand celui du haut débit augmente de 30 %. Au total les accès à Internet génèrent 3,7 milliards € en 2006.

Revenus de l'Internet



Source : ARCEP

2. Le bas débit

Abonnements bas débit

En millions	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Forfaits	–	4,301	3,001	2,132	1,482	-30,5%
comptes d'accès "pay as you go"	–	2,747	2,376	1,614	1,076	-33,4%
Total	7,469	7,048	5,377	3,746	2,557	-31,7%

* Source : AFA jusqu'en 2002. Chiffres des fournisseurs d'accès suivant : 9 online, AOL France, Club Internet, Free (RTC uniquement), InterPC, NC, Noos, Tiscali France, UPC France, Wanadoo. Sont comptabilisés les comptes d'accès gratuits ou facturés à l'usage qui font l'objet d'au moins une connexion dans les 40 derniers jours, et tous les comptes payants sur une base forfaitaire mensuelle (incluant ou non un forfait téléphonique, particuliers et professionnels).

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes trimestrielles 2003, 2004 et 2005, estimation provisoire).

Revenus des accès bas débit à Internet

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Forfaits	641	704	574	379	247	-34,8%
Communications d'accès	313	251	195	128	83	-34,8%
Revenus des accès bas débit à Internet	955	955	768	507	331	-34,8%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - estimations pour les données de 2000 à 2003 - Enquêtes annuelles 2004 et 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Volumes Internet bas débit

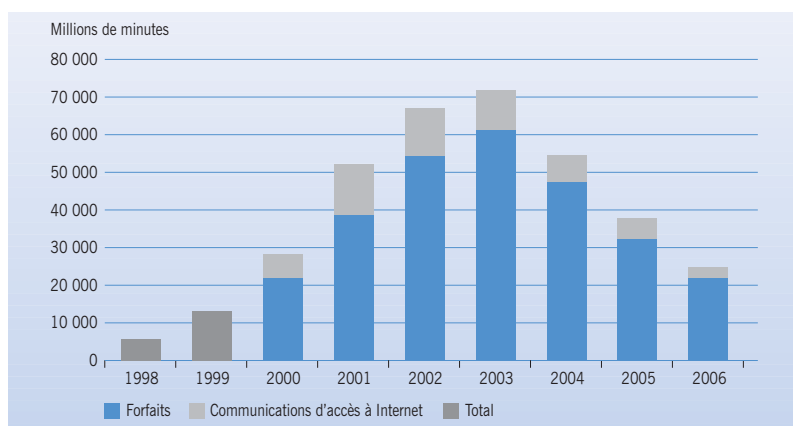
Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Forfaits	54 521	61 618	46 997	32 906	22 195	-32,5%
Communications d'accès	12 310	10 161	7 690	5 328	3 726	-30,1%
Volumes Internet bas débit	66 831	71 779	54 687	38 233	25 921	-32,2%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

La baisse du nombre des accès bas débit s'est amorcée à la fin de l'année 2003 : les abonnements ont fortement chuté au profit des accès haut débit. L'impact sur le trafic et les revenus ne se constate en revanche qu'à partir de l'année 2004 avec une baisse de 20 %. En 2005 et 2006, la décroissance atteint 30 %.

Les abonnements à des forfaits (1,4 million) représentent 58 % des abonnements en bas débit pour plus de 85 % du trafic et 73 % des revenus.

Répartition du trafic internet bas débit



Source : ARCEP

3. Le haut débit

Abonnements haut débit

En millions	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Accès xdsl	1,368	3,172	6,103	8,902	12,019	35,0 %
Accès par le câble*	0,283	0,394	0,454	0,563	0,670	19,0 %
Autres accès (BLR, fibre optique, satellite, ...)	0,004	0,003	0,004	0,005	0,006	5,0 %
Total	1,655	3,569	6,561	9,471	12,695	34,0 %

* Source AFORM jusqu'en 2003 (Association Française des Opérateurs de Réseaux Multiservices (<http://www.aform.org>)).

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Revenus des accès haut débit à Internet

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Accès xdsl	455	998	1 521	2 233	2 959	32,5 %
Accès par le câble	84	129	116	112	111	-0,8 %
Autres accès (BLR, fibre optique, satellite, ...)	114	186	95	59	53	-10,1 %
Revenus de l'Internet haut débit	653	1 314	1 732	2 404	3 123	29,9 %

Source : ARCEP (Observatoire des CE - estimations pour les données de 2000 à 2003 - Enquêtes annuelles 2004 et 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

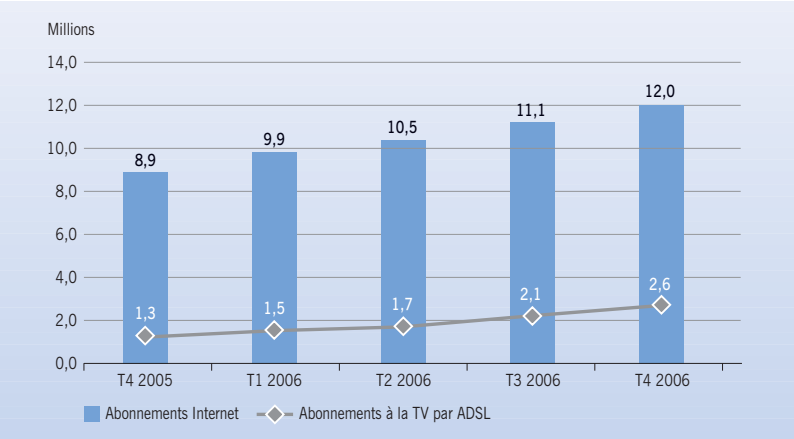
Le nombre d'abonnements à Internet à haut débit atteint 12,7 millions à la fin de 2006, soit une croissance de 34,0 % en un an. Le nombre d'accès haut débit à Internet a progressé de plus de 3 millions, après déjà deux hausses similaires en 2005 et 2004.

L'ADSL représente à lui seul 12 millions d'abonnements, soit 95 % du parc.

4. La télévision par ADSL

Le nombre d'abonnements à la télévision par ADSL est de 2,6 millions à la fin de l'année 2006, soit un doublement du nombre d'abonnements en un an.

Abonnements Internet et TV par ADSL



Source : ARCEP.

Abonnements à la TV par ADSL

En millions	T4 2005	T1 2006	T2 2006	T3 2006	T4 2006	Évol.
Abonnements	1,318	1,489	1,713	2,055	2,596	97,0%

N.B. : Cet indicateur couvre les abonnements incluant le service de télévision par xDSL et que les clients ont la possibilité technique d'activer (abonnements "éligibles").

Les abonnements sont pris en compte :

- quel que soit le nombre de chaînes accessibles et quelle que soit la formule tarifaire ;
- qu'ils soient souscrits isolément ou dans le cadre d'un abonnement de type multiplay qui intègre l'accès à un ou plusieurs services en plus de la télévision (Internet, service de téléphonie) ;
- que le client ait ou non effectivement activé le service de télévision.

5. La consommation moyenne

Factures moyennes mensuelles en Internet

€ HT	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Facture mensuelle moyenne par client en accès bas débit	11,5	11,0	10,3	9,3	8,7	-5,6%
Facture mensuelle moyenne par client en accès haut débit	48,2	41,9	28,5	25,0	23,5	-6,0%

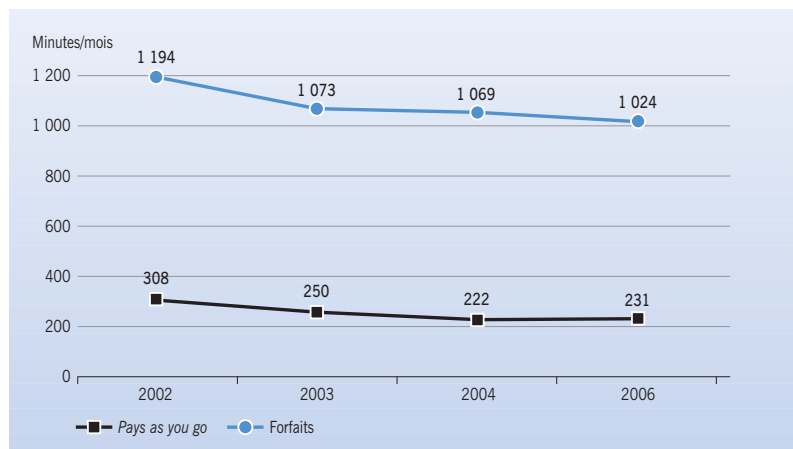
Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Consommations moyennes mensuelles des clients en accès bas débit à internet

En heures par mois	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Facture Volume mensuel moyen par client "forfait"	–	19h54	17h53	17h48	17h05	-4,0%
Volume mensuel moyen par client "pay as you go"	–	5h08	4h10	3h42	3h43	0,4%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Volume moyen mensuel par abonnement Internet bas débit



Source : ARCEP.

C. Le mobile

1. Le marché mobile

a. Les clients

a) Le nombre total de clients

Depuis 2003 le rythme de croissance du nombre de clients à la téléphonie mobile oscille entre 7 % et 8 %. La progression s'élève à 7,5 % en 2006.

Nombre de clients des services mobiles par type de clientèle

En millions	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Nombre de clients	38,593	41,702	44,544	48,088	51,662	7,4%
Grand public	34,133	36,522	38,720	41,680	44,627	7,1%
Entreprises	4,459	5,179	5,824	6,408	7,035	9,8%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

b) Segmentation par type d'abonnements : forfaits / prépayés

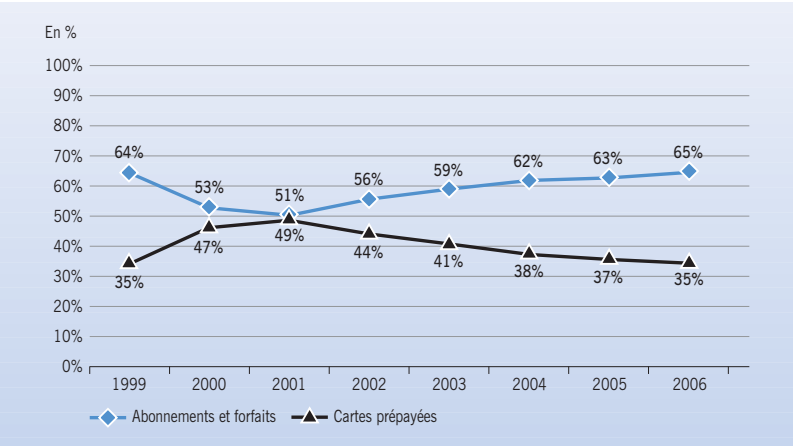
Nombre de clients à un service mobile

En millions	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Abonnements et forfaits	21,485	24,553	27,420	30,528	33,572	10,0 %
Cartes prépayées	17,108	17,149	17,124	17,561	18,090	3,0 %
dont cartes prépayées actives	16,416	16,462	16,409	16,698	17,185	2,9 %
Nombre de clients à un service mobile	38,593	41,702	44,544	48,088	51,662	7,4 %

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Le nombre d'abonnements aux forfaits continue de croître plus fortement (+ 10,0 %) que le nombre de cartes prépayées (+3,0 %). La part des abonnements progresse pour s'établir à 65 % du parc total. La part des cartes inactives au cours des trois derniers mois demeure très faible à 1,8 % du parc total.

Evolution de la part des forfaits et des cartes prépayées



Source : ARCEP

c) Le parc multimédia

N.B. : Le parc multimédia est défini par l'ensemble des clients, pré ou post payés, qui ont utilisé au moins une fois sur le dernier mois un service multimédia de type Wap, I-mode, MMS ou encore e-mail.

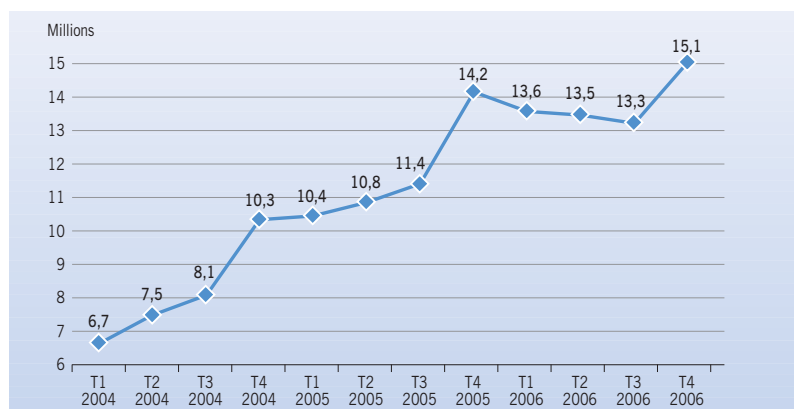
Parc multimédia

En millions	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Parc multimédia mobile	–	–	–	–	10,324	14,154	15,079	6,5%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

La croissance des utilisateurs de services multimédias a été moins forte en 2006 qu'en 2005. En décembre 2006, 15 millions de clients ont utilisé un service multimédia, soit 29 % des clients des opérateurs mobiles.

Parc multimedia mobile



Source : ARCEP.

d) La portabilité

Au 4^e trimestre 2006, le nombre de numéros portés d'un opérateur mobile à un autre a progressé de plus de 40 000 par rapport au même trimestre de 2005, soit une croissance de 50 %. Sur l'ensemble de l'année 2006, le nombre total de changement d'opérateur avec conservation du numéro atteint 430 000.

Parc multimédia et conservation du numéro mobile

Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Nombre de numéros portés au cours de l'année	—	—	—	—	205 451	322 840	429 587	33,1 %

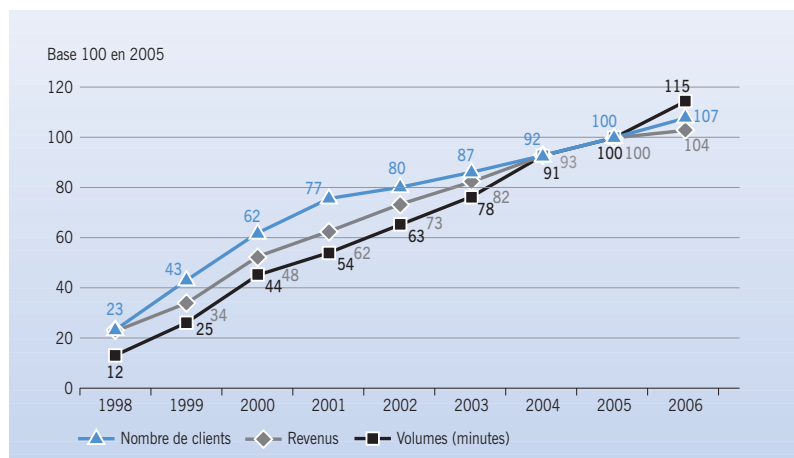
Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

b. Les revenus et les volumes

a) L'évolution du marché

Evolution de la téléphonie mobile en valeur, volume et parc

(Marché de détail hors services à valeur ajoutée)



Source : ARCEP.

Le trafic au départ des mobiles progresse plus vite que l'équipement des individus en mobiles et le revenu lié à cette activité : depuis 1998, le volume a été multiplié par 9,5 tandis que les revenus et le nombre de clients l'ont été par un peu plus de 4.

Cette tendance se confirme en 2006 : le trafic de minutes progresse de 15,2 % (celui des données de 19,2 %), soit 8 points de plus que le parc de clients et 11 points de plus que l'évolution du revenu. En 2005 l'écart était un peu moins marqué en raison d'une croissance plus faible (+ 10,1 %) que les années précédentes du trafic au départ des mobiles. Sous l'impulsion d'offres d'abondance, le trafic repart nettement à la hausse en 2006.

Décomposition des revenus des services de téléphonie mobile

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Services voix	11 093	12 125	13 446	14 275	14 627	2,5%
Transport de données	676	1 106	1 416	1 925	2 238	16,3%
Revenus des services mobiles	11 768	13 231	14 862	16 199	16 865	4,1%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

En ce qui concerne les revenus, la croissance est passée de plus de 12 % en 2003 et 2004 à 9,1 % en 2005 pour s'établir à 4,1 % en 2006. Le ralentissement provient surtout des services de téléphonie qui ne progressent que de 2,5 % en 2006, tandis que les services de transport de données (SMS, MMS,...) augmentent de 16,3 %. Ces derniers représentent 13 % du revenu des services mobiles (hors services à valeur ajoutée), mais contribuent à près de la moitié de la croissance (47 %).

La multiplication des offres de téléphonie illimitée a pesé sur les revenus du marché de détail en faisant migrer une partie des gros consommateurs vers ce type de forfaits. La facture moyenne mensuelle a ainsi reculé de 5,5 % en un an pour les abonnés à des forfaits

b) La segmentation par type d'abonnement

Revenu des services mobiles par type d'abonnement

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Abonnements et forfaits	9 636	10 963	12 512	13 821	14 454	4,6%
Cartes prépayées	2 132	2 268	2 350	2 379	2 412	1,4%
Revenus des services mobiles	11 768	13 231	14 862	16 199	16 865	4,1%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

La progression du trafic et du revenu est plus marquée pour les clients sous contrat que les détenteurs de cartes. Ainsi, le volume de trafic des clients ayant souscrit un abonnement forfaitaire croît de 15,8 %, tandis que la croissance atteint 8,0 % pour les cartes. 92 % des minutes consommées par les clients des opérateurs mobiles le sont par des clients souscrivant à un forfait mensuel. Ces clients génèrent près de 86 % des revenus des services mobiles.

En revanche, la consommation de SMS se rapproche davantage de la structure du parc de clients : le nombre de SMS émis par des clients en abonnements ou en forfait atteint 11,1 milliards, soit 74 % des SMS émis en 2006 pour 65 % du parc de clients.

Volume de minutes au départ des mobiles par type d'abonnement

Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Abonnements et forfaits	46 646	57 378	68 066	74 576	86 387	15,8%
Cartes prépayées	5 197	6 091	6 182	7 134	7 705	8,0%
Volume total de minutes	51 844	63 469	74 248	81 711	94 092	15,2%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

2. La voix sur mobile

a. Les revenus de la voix par destination d'appel

Revenus des minutes de téléphonie mobile par destination d'appel

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Communications nationales	10 219	10 942	12 029	12 653	12 956	2,4%
Communications vers l'international	424	437	535	608	589	-3,2%
Roaming out	450	745	881	1 013	1 082	6,8%
Revenus des communications au départ des mobiles	11 093	12 125	13 446	14 275	14 627	2,5%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

N. B. : Les communications nationales couvrent l'ensemble des communications à destination des mobiles, vers un poste fixe national ainsi que les communications vers la messagerie vocale lorsque celle-ci est payante. Elles sont à l'origine de près de 90 % des revenus de la voix pour 97 % du trafic.

b. Les volumes de la voix par destination d'appel

Volumes de téléphonie mobile par destination

Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Communications mobiles vers fixe national	18 710	20 839	22 168	20 082	19 181	-4,5%
Communications <i>on-net</i>	19 939	25 968	31 869	40 612	50 372	24,0%
Communications mobiles vers tiers	11 973	15 202	18 267	18 925	22 162	17,1%
Communications vers l'international	713	805	959	999	1 160	16,1%
Roaming out	509	655	985	1 093	1 217	11,4%
Volumes de communications au départ des mobiles	51 844	63 469	74 248	81 711	94 092	15,2%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

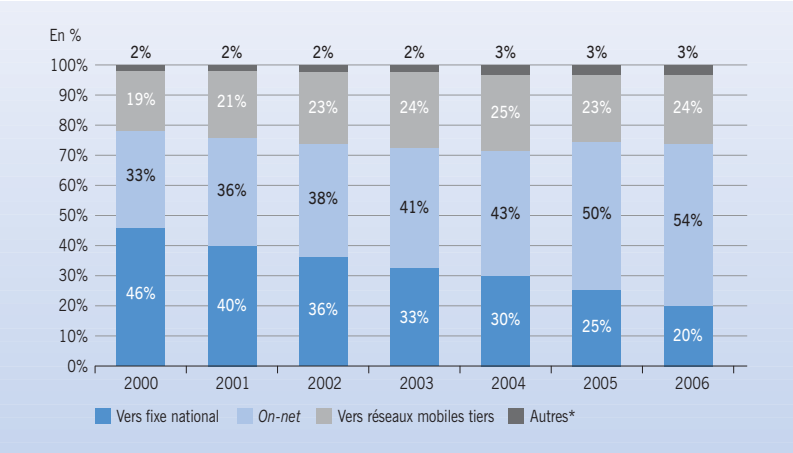
Depuis 2005, les opérateurs ont multiplié les offres "d'abondance" privilégiant les communications à destination des clients du même opérateur, mais aussi au début de l'année 2006 sont apparues des offres illimités vers tous opérateurs et vers tous les réseaux, aussi bien fixes que mobiles. Ces pratiques commerciales se sont traduites par une relance la consommation des clients. Le volume total de minutes au départ des réseaux mobiles atteint ainsi 94 milliards de minutes en 2006, pour une croissance de 15,2 % par rapport à 2005.

Le trafic à destination d'un poste fixe national baisse pour la deuxième année consécutive, mais moins fortement (-4,5 % en 2006 contre -9,3 % en 2005). Les communications *on-net* (communications émises et reçues sur le même réseau mobile,

y compris à destination des MVNO de l'opérateur hôte) progressent à nouveau très fortement (+24,0 %) : depuis 1998 le taux de croissance est supérieur à 20 %. En 2006, le volume supplémentaire représente 10 milliards de minutes. Les communications vers les réseaux mobiles tiers progressent de 17,1 % en 2006, après une courte pause en 2005 où la croissance avait été modérée (+3,5 %) par rapport aux années précédentes (+20 % à +30 %).

Le trafic vers les réseaux mobiles tiers devient, en 2006, le deuxième poste de communications depuis les mobiles avec 24 % du trafic contre 20 % pour les communications vers les fixes, désormais en troisième position. La part du trafic *on-net* progresse de quatre points et représente 54 % des départs d'appels mobiles. Le trafic vers l'international et le *roaming out* affichent également un fort dynamisme avec +16,1 % et +11,4 %.

Volume de communications mobiles par destination d'appel



*Autres : communications vers l'international et roaming out. Le roaming out correspond aux appels passés à l'étranger par les clients des opérateurs mobiles français.

Source : ARCEP.

3. Les données sur mobile

a. Les revenus

Moteur important de la croissance actuelle des revenus mobiles, le transport de données génère 300 millions € supplémentaires de revenus en 2006, soit +16,3 % de croissance. La proportion est cependant moindre qu'en 2005 (+500 millions € supplémentaires, soit +36,1 % de croissance), où l'évolution était soutenue à la fois par la progression de l'usage des SMS et MMS qui avaient connu des croissances de l'ordre de 23 % en volume et valeur, et par le fort développement des services d'accès à Internet mobile et aux services multimédias (rubrique "autre transport de données").

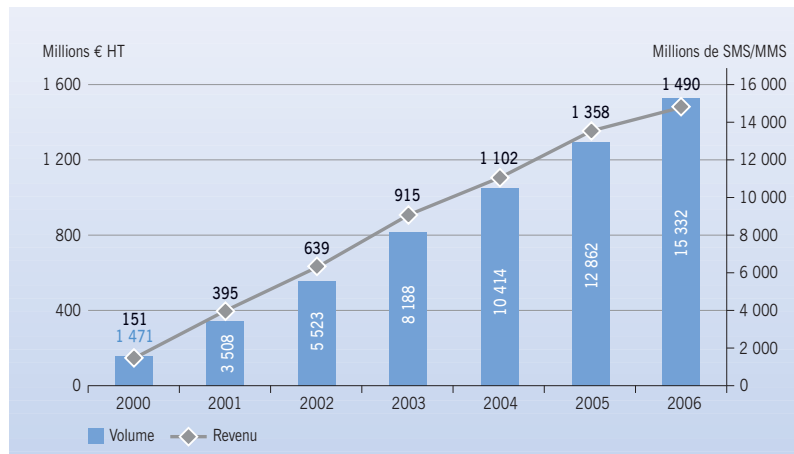
Revenus du transport de données sur réseaux mobiles

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Transports de données	676	1 106	1 416	1 925	2 238	16,3%
dont messagerie interpersonnelle (SMS, MMS)	639	915	1 102	1 358	1 490	9,8%
dont autre transport de données	37	191	314	567	748	31,8%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Le revenu des SMS et MMS augmente de 9,8 % alors que le trafic progresse de 19,2 %. Le différentiel peut s'expliquer par les baisses de la terminaison d'appel (début 2006 de 19 %, puis de 30 % en septembre 2006) qui se sont répercutées sur le marché de détail.

Messagerie interpersonnelle



Source : ARCEP.

b. Volume de total de SMS émis

Nombre de messages interpersonnels émis

Millions	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Nombre de SMS interpersonnels	5 523	8 188	10 335	12 597	15 023	19,3 %
Nombre de MMS interpersonnels			79	265	310	16,8 %
Nombre de SMS et MMS interpersonnels émis	5 523	8 188	10 414	12 862	15 332	19,2 %

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

4. La consommation moyenne par client

Consommations moyennes mensuelles par client des opérateurs mobiles

€ HT, minutes ou unités par mois	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Facture mensuelle moyenne par client (€HT) (1)	26,0	27,5	28,7	29,1	28,2	-3,3 %
Volume mensuel moyen par client (2)	114,5	131,7	143,4	147,0	157,2	6,9 %
Nombre mensuel moyen de SMS émis par client (3)	12,2	17,0	20,0	22,7	25,1	10,7 %

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

N.B. : Parc moyen de clients de l'année N : $[(\text{parc total de clients à la fin de l'année N} + \text{parc total de clients à la fin de l'année N-1}) / 2]$.

(1) Cet indicateur est calculé en divisant le revenu de la téléphonie mobile de l'année N par une estimation du parc moyen de clients de l'année N rapporté au mois. Cet indicateur, qui n'intègre pas les revenus de l'interconnexion, ni ceux des services avancés, est distinct de l'indicateur traditionnel de revenu moyen par client (ARPU).

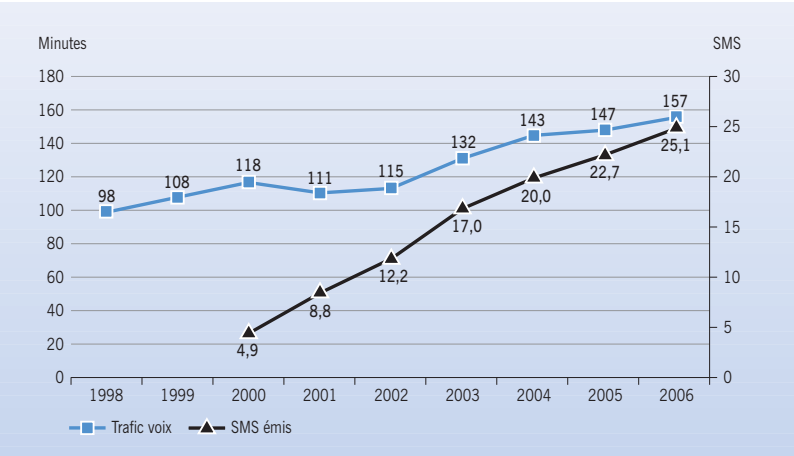
(2) Cet indicateur est calculé en divisant le volume de trafic de l'année N par une estimation du parc moyen de clients de l'année N rapporté au mois.

(3) Cet indicateur est calculé en divisant le nombre de SMS de l'année N par une estimation du parc moyen de clients de l'année N rapporté au mois.

En 2006, la facture moyenne mensuelle perd près d'un € par rapport à 2005, soit 3,3 % de baisse. Elle s'établit à 28,2 € HT par mois et par client pour les services de téléphonie et de données, hors services spéciaux. Cette baisse met un terme à l'augmentation entre 2002 et 2005 de la facture moyenne mensuelle : +1,5 € en 2003, puis +1,2 € en 2004 et +0,4 € en 2005.

En termes de volume de communications par client, le ralentissement de la croissance constaté en 2005 s'interrompt : Les clients des opérateurs mobiles communiquent 10 minutes de plus qu'en 2005 (+6,9 % contre +2,6 % en 2005), soit un total de 2h37 par mois. Le volume moyen de SMS émis par client atteint 25,1 messages par mois, en croissance de 10,7 % sur un an.

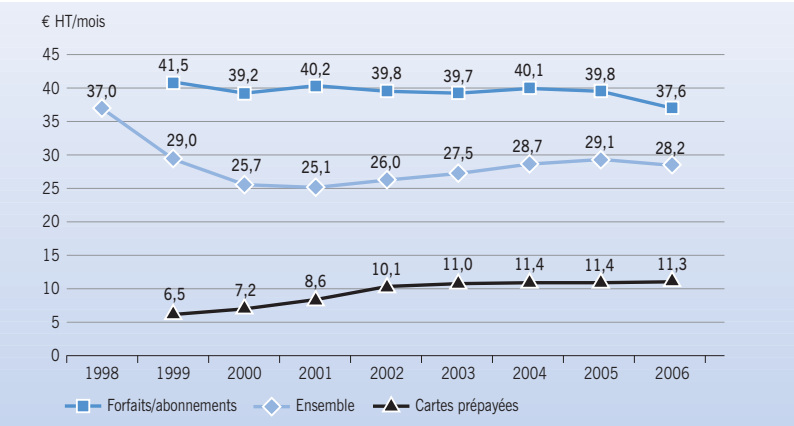
Indicateurs mensuels moyens de volume par client des opérateurs mobiles



Source : ARCEP.

La facture moyenne mensuelle des possesseurs de forfaits décroît de 5,5 % (soit une baisse de 2,2 € HT) contre 1,4 % pour les clients de cartes prépayées. Ces derniers téléphonent en moyenne 36 minutes par mois pour 11,3 € HT tandis que les possesseurs de forfaits appellent 3h44 par mois et dépensent en moyenne 37,6 € HT.

Facture moyenne mensuelle par client des opérateurs mobiles



Source : ARCEP.

Consommations moyennes mensuelles par client selon le type d'abonnement

Forfaits	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Revenu mensuel moyen par client (€HT)	39,8	39,7	40,1	39,8	37,6	-5,5%
Volume mensuel moyen par client (minutes)	193	208	218	215	225	4,7%
Cartes						
Revenu mensuel moyen par client (€HT)	10,1	11,0	11,4	11,4	11,3	-1,4%
Volume mensuel moyen par client (minutes)	25	30	30	34	36	5,1%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

D. Les autres services

1. Les services à valeur ajoutée (hors services de renseignements)

Revenus des services à valeur ajoutée

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Services à valeur ajoutée "voix et télématique"	1 856	1 815	1 972	2 213	2 174	-1,7%
Services à valeur ajoutée "données" (SMS+, MMS+)	–	84	194	288	315	9,2%
Ensemble des revenus de services avancés	1 856	1 900	2 166	2 501	2 489	-0,5%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Volumes des services à valeur ajoutée "voix et télématique"

Millions de minutes	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Au départ des clients des opérateurs fixes	9 476	9 929	10 196	11 738	11 354	-3,3%
Au départ des clients des opérateurs mobiles	1 163	1 051	1 224	1 446	1 543	6,7%
Volumes de communications	10 639	10 980	11 420	13 184	12 897	-2,2%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Volumes des services à valeur ajoutée "données"

Millions de messages	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Nombre de messages (SMS+, MMS+)	–	–	450	631	638	1,2%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Les revenus issus des services tels que les SMS+ et les MMS+ représentent en 2006 13 % des revenus des services à valeur ajoutée facturés par les opérateurs.

2. Les services de renseignements

Services de renseignements téléphonique

	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Revenus des renseignements téléphoniques (millions d'€)	256	275	216	223	162	-27,0%
Nombre d'appels aboutis (en millions)	–	–	–	214	173	-19,0%

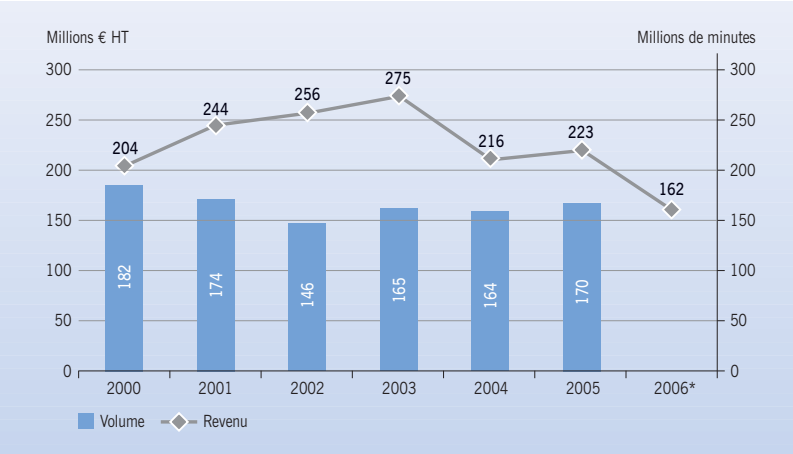
Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Les numéros de type 118, mis en place depuis le 2 novembre 2005, permettent l'accès aux services de renseignements téléphoniques. Les anciens numéros sont restés en service jusqu'au 3 avril 2006.

Pendant la période transitoire durant laquelle coexistaient les deux types de numéros pour l'accès aux services de renseignements, le volume d'appel s'est maintenu. La disparition définitive, le 3 avril 2006, des anciens numéros de service de renseignements s'est traduite par une forte baisse du nombre des appels émis vers les services de renseignements et, par conséquent, par une baisse des revenus des opérateurs. De 53 millions d'appels au 1^{er} trimestre 2006, le volume d'appel s'est stabilisé à 40 millions d'appels vers les services de renseignements après la fermeture du 12.

Au total, le marché connaît en 2006 une baisse de 27 % des revenus et de 20 % du volume d'appel.

Services de renseignements : revenus et volumes



* Le volume en minute n'est pas disponible pour 2006.

Source : ARCEP.

3. La vente et la location de terminaux et d'équipements

Revenus des ventes et locations d'équipement et de terminaux

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Opérateurs fixes et Internet	633	624	813	802	732	-8,8%
Opérateurs mobiles	1 120	1 389	1 567	1 680	1 511	-10,1%
Revenus des équipements et des terminaux	1 753	2 014	2 380	2 482	2 243	-9,7%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

4. Hébergement et gestion des centres d'appels

Revenus de l'hébergement et de la gestion des centres d'appel

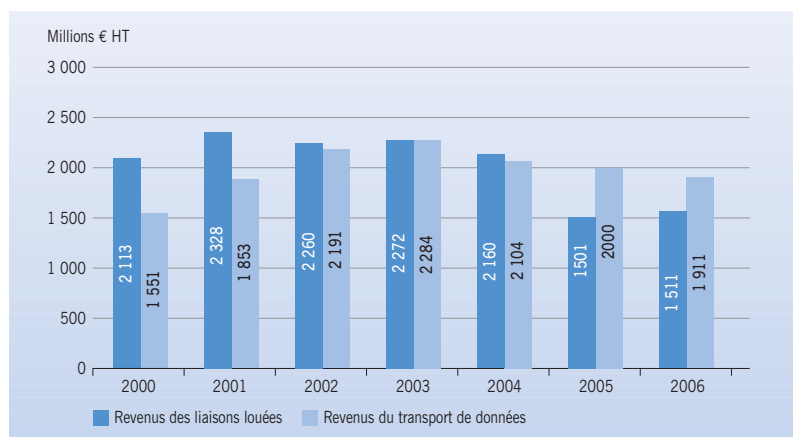
Millions €	2002	2003	2004	2005	2006(p)	Évol.
Revenus d'hébergement et de gestion de centres d'appels	34	40	25	22	36	66,5%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

E. Les services de capacité

L'intégration de Transpac dans France Télécom au 1^{er} janvier 2006 modifie le montant des revenus des services de capacité vendus sur le marché final, en supprimant les flux financier entre ces deux sociétés. Afin de restituer l'évolution du marché des communications électroniques entre 2005 et 2006 sur des données comparables, l'observatoire publie les données de 2005 correspondant au champ 2006, c'est à dire hors ventes entre France Télécom et Transpac. L'impact sur le revenu des services de capacités est de 900 millions € en 2005, passant de 4,4 milliards € à 3,5 milliards €.

Revenus des liaisons louées et du transport de données



Source : ARCEP.

1. Les liaisons louées

Parc de liaisons louées

Unités	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Parc de liaisons analogiques et numériques	359 003	317 548	292 027	247 853	241 572	-2,5%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

Revenus des liaisons louées

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Revenus des liaisons louées	2 260	2 272	2 160	1 501	1 511	-0,7%

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles de 1998 à 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

N.B. : donnée 2005 au format de 2006, c'est-à-dire hors ventes entre France Télécom et Transpac.

2. Le transport de données

Revenus du transport de données

Millions €	2002	2003	2004	2005	2006	Évol.
Revenus du transport de données	2 191	2 284	2 104	2 000	1 911	-4,4%

Source enquête de branche ARCEP/INSEE sur les communications électroniques pour les données 2000 à 2003;

Source : ARCEP (Observatoire des CE - Enquêtes annuelles 2004 et 2005, enquête trimestrielle pour 2006, estimation provisoire).

N.B. : donnée 2005 au format de 2006, c'est-à-dire hors ventes entre France Télécom et Transpac.

Le nombre d'accès est passé de 300 000 en 2005 à 380 000 en 2006, soit une croissance de 26 %. La majorité des accès sont des RPV-IP qui représente 91 % des accès contre 82 % un an plus tôt.

Le transport de données correspond aux services sur réseaux X25, Frame Relay, MAN, IP... Ces services de capacité de transport facturés au volume se distinguent des offres de liaisons louées plus généralement choisies pour relier deux établissements d'une entreprise avec des volumes de trafic qui peuvent être importants.

Consommation et usages en France

Au cours des deux dernières années, l'évolution de l'équipement des ménages en biens et services de télécommunications a été fortement marquée par l'irruption de l'Internet à haut débit, qui s'est largement substitué à l'Internet bas débit.

En revanche, le mouvement de substitution entre équipement en téléphone fixe et en téléphone mobile, sensible en particulier pour certaines catégories (les jeunes, les ménages modestes) depuis la fin des années quatre-vingt-dix, s'est interrompu. En effet, si l'équipement en téléphone mobile continue d'augmenter, la diminution de l'équipement en fixe semble enrayée. Cette tendance résulte de l'attrait exercé par l'accès à Internet pour les ménages, et aussi de la montée en puissance de la voix sur IP, qui permet aux consommateurs de téléphoner depuis un poste fixe à un tarif très faible.

Enquêtes par sondage

Les données présentées ici sont issues d'enquêtes par sondage réalisées par l'Institut Médiamétrie et par le Credoc.

Réalisée en partenariat par Médiamétrie et le groupe GfK, "La Référence des Equipements Multimédia" est une enquête menée chaque trimestre auprès d'un échantillon représentatif de 6000 personnes âgées de 15 ans et plus, interrogées en face à face sur les équipements présents dans le foyer.

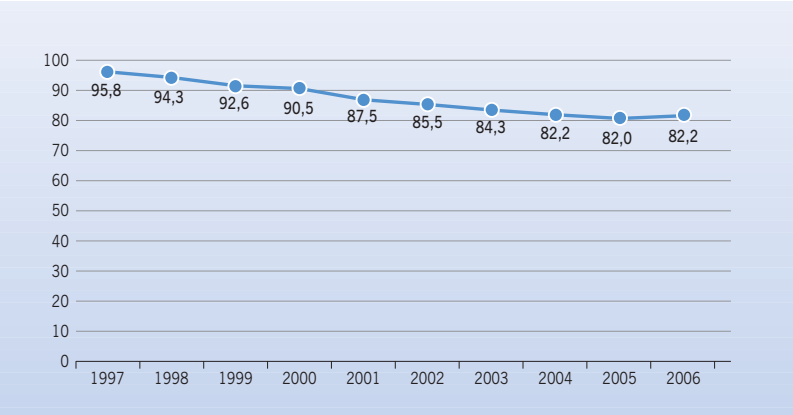
L'enquête réalisée par le CREDOC pour le compte de l'ARCEP et du CGTI décrit les équipements et les usages des individus. Cette enquête est réalisée en face à face au mois de juin auprès de 2200 personnes âgées de 12 ans et plus. Dans le premier cas, les taux d'équipement s'entendent comme la proportion de foyers équipés. Dans le second cas, il s'agit de la proportion des individus disposant d'un équipement dans leur foyer.

A. L'équipement des ménages

1. L'équipement en téléphone fixe se stabilise

L'équipement des ménages en téléphone fixe, qui avait diminué fortement depuis l'émergence de la téléphonie mobile dans la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix, se stabilise depuis deux ans à 82 % : 18 % des ménages ne disposent donc plus aujourd'hui de téléphone fixe.

Taux d'équipement des foyers en téléphone fixe



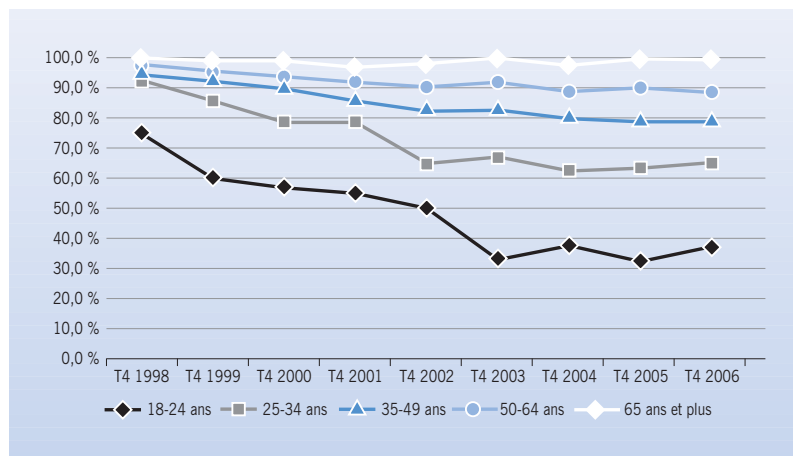
Source : "La référence des Equipements Multimedia" 2006 – Médiamétrie / GfK.

L'équipement des ménages est très lié à l'âge. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix et jusqu'à 2004, période durant laquelle l'équipement des ménages en téléphone fixe a diminué de façon significative, ce sont surtout les ménages les plus jeunes, les moins de 35 ans, qui ont contribué à cette baisse – c'est à dire ceux qui se sont le plus rapidement équipés en téléphones mobiles.

Fin 2006, 40 % seulement des ménages très jeunes sont équipés d'une ligne fixe à leur domicile, pour 60 % des 25-34 ans, et près de 100 % des ménages les plus âgés. Ces écarts évoluent peu au cours de la période récente. La seule évolution perceptible concerne les ménages de 25-34 ans, dont l'équipement passe de 62 % fin de 2004 à 64 % fin de 2006, soit une faible croissance. Alors que les plus jeunes ont souvent peu de revenus et préfèrent privilégier le téléphone mobile, la tranche d'âge immédiatement supérieure concerne des jeunes qui disposent d'un peu plus de moyens financiers, qui sont plus "installés" dans leur logement, et pour lesquels l'accès à Internet, devenu nécessaire, impose de disposer d'un abonnement à la téléphonie fixe.

L'effet lié au revenu des ménages sur leur équipement en téléphonie demeure : les ménages les plus modestes sont les plus tentés de substituer un téléphone mobile à leur téléphone fixe. Les deux tiers seulement des ménages appartenant à la catégorie des ouvriers ou des employés sont équipés en téléphone fixe, alors que c'est le cas de 90 % des ménages de cadres.

Taux d'équipement en téléphonie fixe selon l'âge de la personne de référence du foyer



Source : "La référence des Équipements Multimedia" 2006 – Médiamétrie / GfK.

N.B. : la catégorie des 18-24 ans est très peu nombreuse si on considère les ménages : en effet, à ces âges, une grande partie des jeunes vivent encore chez leurs parents, et c'est donc l'âge de leurs parents qui est pris en compte. La catégorie des 18-24 ans compte environ 0,9 million de ménages, pour 3,8 millions pour les 25-34 ans.

2. Un ordinateur dans plus de la moitié des foyers

L'équipement des foyers français en ordinateur, qui progressait au rythme de 3 à 4 points par ans depuis 2001, fait un bond en 2006, en progressant de 5,8 points. 55 % des ménages sont équipés d'un ordinateur à la fin de 2006.

Cette progression concerne l'ensemble des classes d'âge. L'équipement des ménages jeunes en particulier augmente très fortement, de près de 10 points. Désormais, les trois quarts des ménages âgés de 25 à 34 ans possèdent un ordinateur. Notons aussi en 2006 un début de rattrapage dans l'équipement des retraités les plus jeunes : alors que l'équipement des 65-74 ans stagnait autour de 20 %, il commence à augmenter significativement depuis la mi-2006 et atteint 30 % à la fin de l'année. A partir de 75 ans, un ménage sur dix possède un ordinateur.

L'équipement des familles commence à plafonner : 73 % des ménages où vivent trois personnes et 82 % de ceux où vivent quatre personnes et plus ont un ordinateur fin 2006. Un tiers des familles de quatre personnes et plus ont même plusieurs ordinateurs dans le logement.

Taux d'équipement des foyers en ordinateur

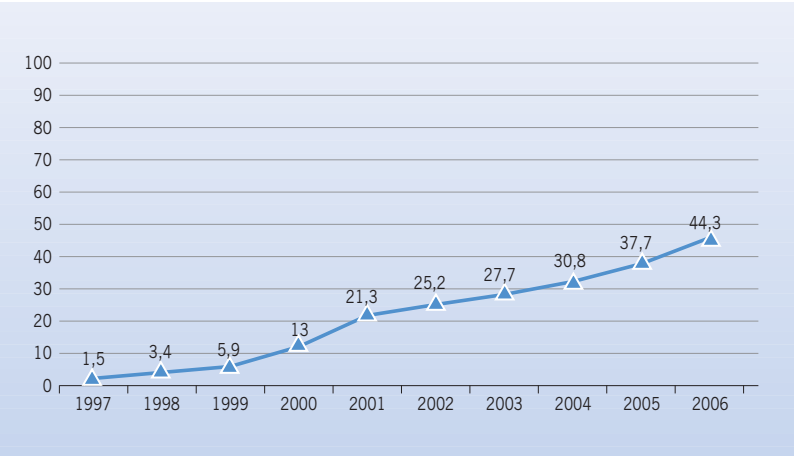


Source : "La référence des Equipements Multimedia" 2006 – Médiamétrie / GfK.

3. Internet progresse dans les ménages

L'accès à Internet dans les foyers augmente fortement pour la deuxième année consécutive, de sept points en 2006, et atteint 44 % à la fin de l'année.

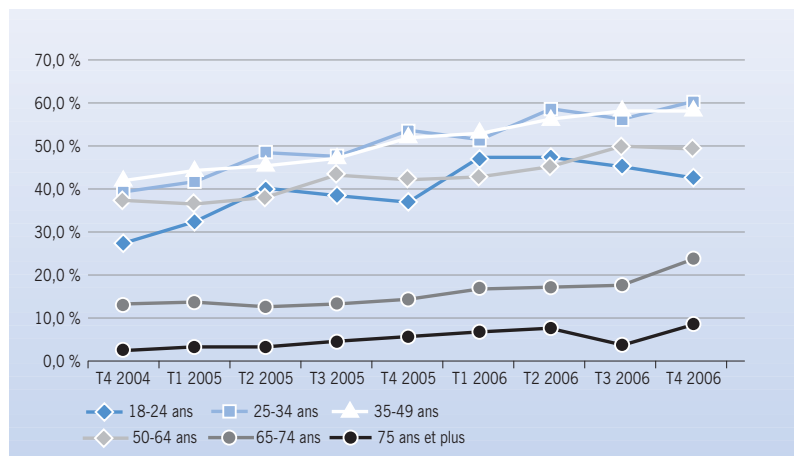
Taux d'équipement des foyers en accès Internet



Source : "La référence des Equipements Multimedia" 2006 – Médiamétrie / GfK.

Cette augmentation concerne toutes les catégories de ménages, y compris les 65-74 ans, dont désormais presque un quart a accès à Internet depuis le domicile. La substitution des accès à haut débit aux accès bas débit est presque complète : 84 % des ménages équipés ont accès au haut débit.

Taux d'équipement en Internet selon l'âge de la personne de référence du foyer



Source : "La référence des Equipements Multimedia" 2006 – Médiamétrie / GfK.

B. L'équipement des personnes

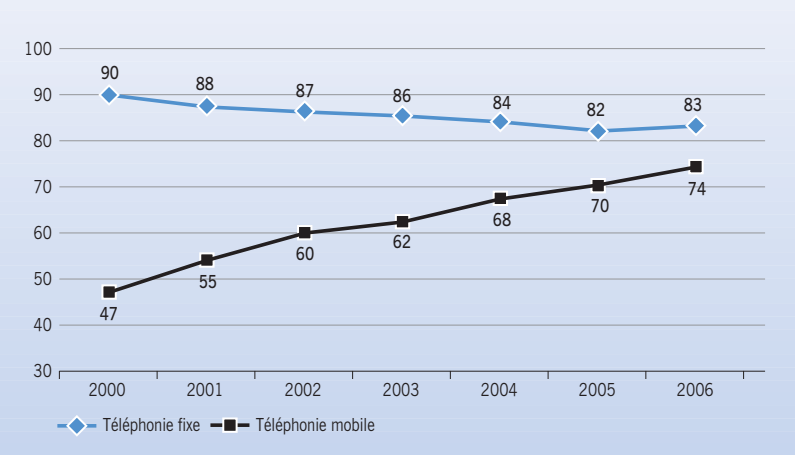
1. Croissance de l'équipement en mobile, stabilisation de l'équipement en fixe

Si le téléphone fixe et l'ordinateur constituent des équipements liés au logement, et donc au ménage, ce n'est pas le cas du téléphone portable, qui est un équipement personnel. La mesure des taux de pénétration du téléphone portable suppose donc de se rapporter à la population des individus et non pas à celle des ménages.

En juin 2006, 83 % des adultes disposent d'au moins une ligne de téléphone fixe à leur domicile, soit une proportion égale à celle de l'année précédente. Il semble que la baisse de l'équipement des particuliers en téléphonie fixe soit enrayée, essentiellement sous l'effet du succès des offres d'Internet à haut débit, et aussi du dégroupage total, qui permet aux abonnés de n'avoir affaire qu'à un seul opérateur et de bénéficier de tarifs peu élevés pour la téléphonie fixe.

La progression de l'équipement en téléphone mobile se poursuit sur un rythme soutenu : près de trois personnes sur quatre disposent personnellement d'un téléphone mobile. Depuis 2001, le taux d'équipement en téléphone mobile progresse en moyenne de trois points chaque année.

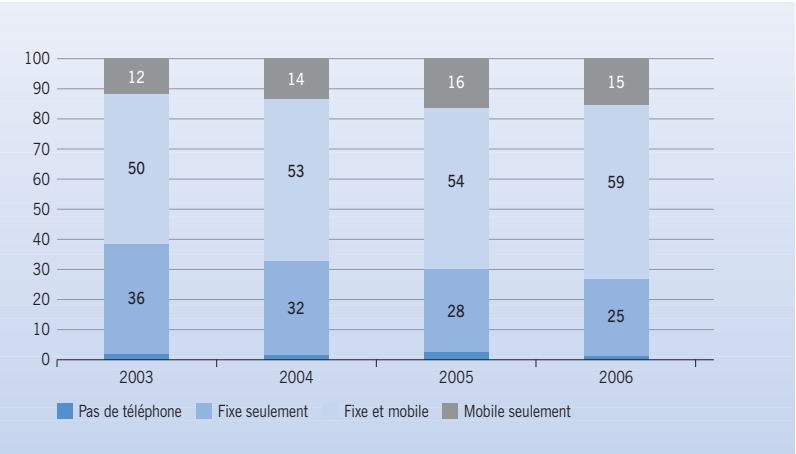
Taux d'équipement des adultes en téléphonie fixe et mobile
(Champ : personnes de 18 ans et plus)



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Sous l'effet de la stabilisation de la baisse de l'équipement en fixe et de la poursuite de la croissance de l'équipement en mobile, le double équipement progresse. En définitive, 59 % des personnes de 18 ans et plus sont désormais équipées à la fois d'un téléphone fixe et d'un téléphone mobile. Le nombre de personnes équipées d'un téléphone mobile seulement, qui avait augmenté d'un tiers entre 2003 et 2005, se stabilise.

Répartition de la population selon son équipement en téléphonie
(Champ : personnes de 18 ans et plus)



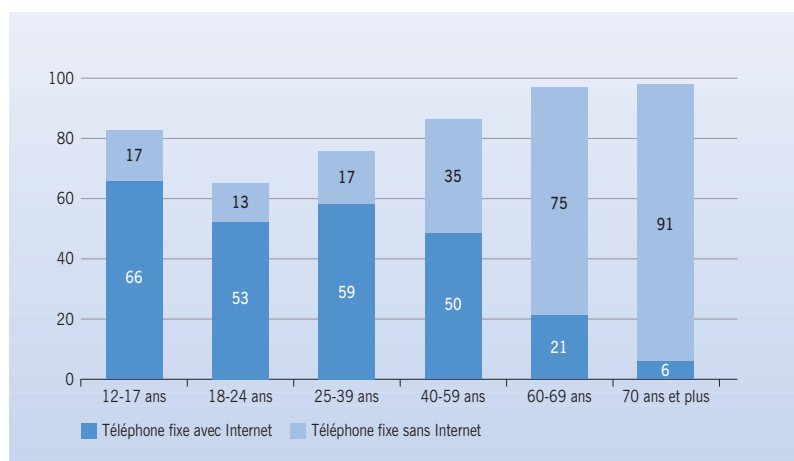
Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

2. L'accès Internet devient indispensable

L'accès à Internet devient un puissant motif de s'abonner au téléphone fixe : alors que beaucoup de jeunes choisissent de ne plus avoir d'abonnement au téléphone fixe et de privilégier le téléphone mobile (un tiers des 18-24 ans et un quart des 25-39 ans), l'équipement en fixe va de pair avec l'accès à Internet pour les plus jeunes. Les internautes sont désormais majoritaires parmi les abonnés au fixe jusqu'à 60 ans.

Équipement en téléphonie fixe et Internet à domicile en juin 2006

(Champ : personnes de 12 ans et plus)



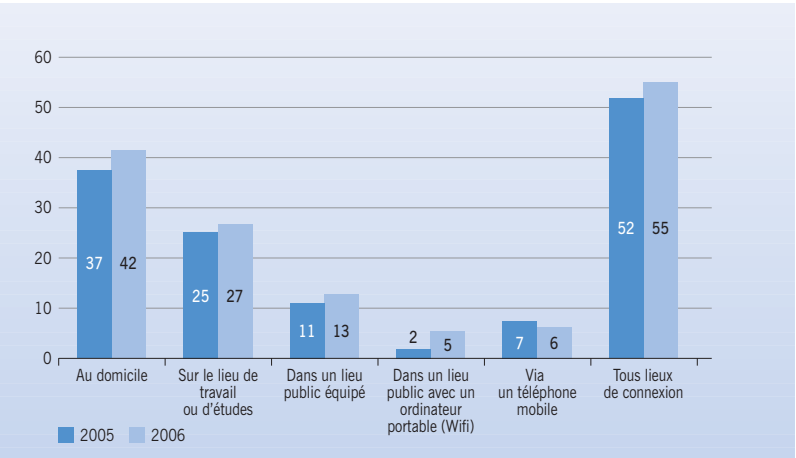
Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Finalement, en tenant compte de tous les lieux possibles de connexion, 55 % de l'ensemble des personnes de 12 ans ou plus se sont connectées au moins une fois à Internet au cours des douze derniers mois. C'est trois points de plus par rapport à l'année passée.

La plus forte croissance de l'usage vient de l'augmentation de l'équipement personnel : 42 % des personnes sont des internautes depuis leur domicile, soit 5 points de plus qu'en 2005. La fréquence des connexions sur le lieu de travail ou d'études est relativement stable, soit une personne sur quatre. Une personne sur dix utilise les accès publics équipés d'ordinateurs, comme les cyber-cafés, les bibliothèques, etc.

Les accès à Internet via un téléphone mobile, ou un ordinateur portable dans un lieu public offrant un accès Wifi ne concernent encore qu'une minorité d'utilisateurs.

Personnes qui se sont connectées à Internet au cours des 12 derniers mois, selon les lieux de connexion
(Champ : personnes de 12 ans et plus)



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français".

Comparaisons tarifaires avec les autres pays

A. Le prix d'un panier en téléphonie fixe

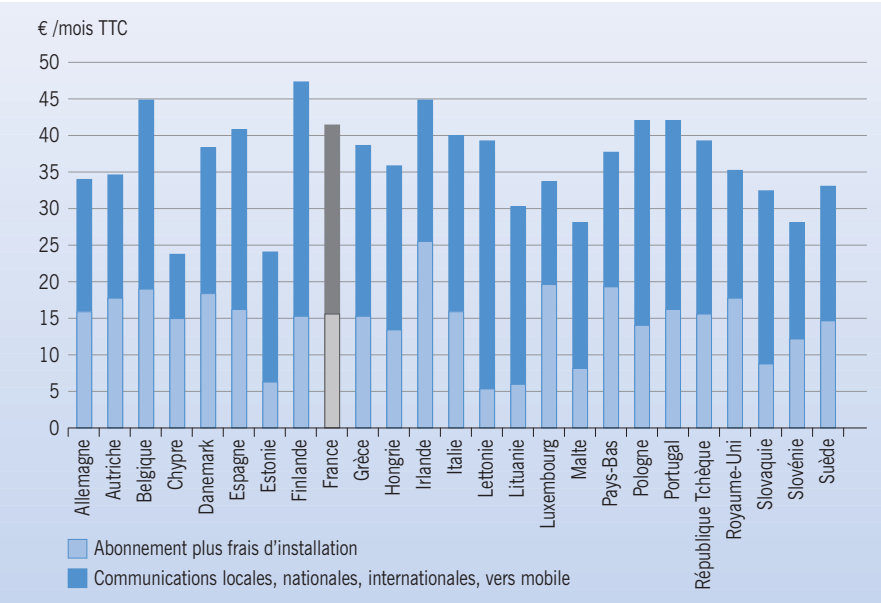
Pour estimer la facture mensuelle moyenne des consommateurs dans les différents pays d'Europe, la Commission, dans son 12^{ème} rapport, s'est basée sur des indices composites de l'OCDE qui incluent des appels nationaux vers des téléphones fixes, des appels internationaux et des appels vers les mobiles. Les clients, résidentiels et professionnels, sont supposés être abonnés à l'opérateur historique (tarifs standard, hors options). Chaque indice, défini sur une base annuelle, prend en compte l'abonnement pour un an et les frais d'installation d'une ligne, amortis sur cinq ans.

L'indice résidentiel est basé sur 1 200 appels nationaux vers une ligne fixe, 120 appels vers un mobile d'une durée moyenne de 2 minutes et 72 appels internationaux. Les appels nationaux sont calculés comme la moyenne des appels vers 14 destinations (de 3 à 490 km), à raison de quatre appels pendant la semaine et deux le week-end d'une durée comprise entre 2,5 et 7 minutes. 36 % des appels sont passés en heures de pointe, 64 % vers des correspondants situés à moins de 10 km et 9 % sont des appels distants de plus de 100 km.

L'indice professionnel est basé sur 3 600 appels nationaux, 360 appels vers un mobile d'une moyenne de 2 minutes et 216 appels internationaux. Les appels nationaux sont calculés comme la moyenne des appels vers 14 destinations (de 3 à 490 km), à raison de quatre appels pendant la semaine et deux le week-end d'une durée moyenne de 3,5 minutes. 86 % des appels sont passés en heures de pointe, 64 % vers des correspondants situés à moins de 10 km et 12,5 % sont des appels distants de plus de 100 km.

Ces factures mensuelles moyennes ne tiennent donc pas compte, en ce qui concerne les communications, des offres d'abondance ou de l'usage de la voix sur IP, qui se développent en particulier en France, et doivent donc être relativisées.

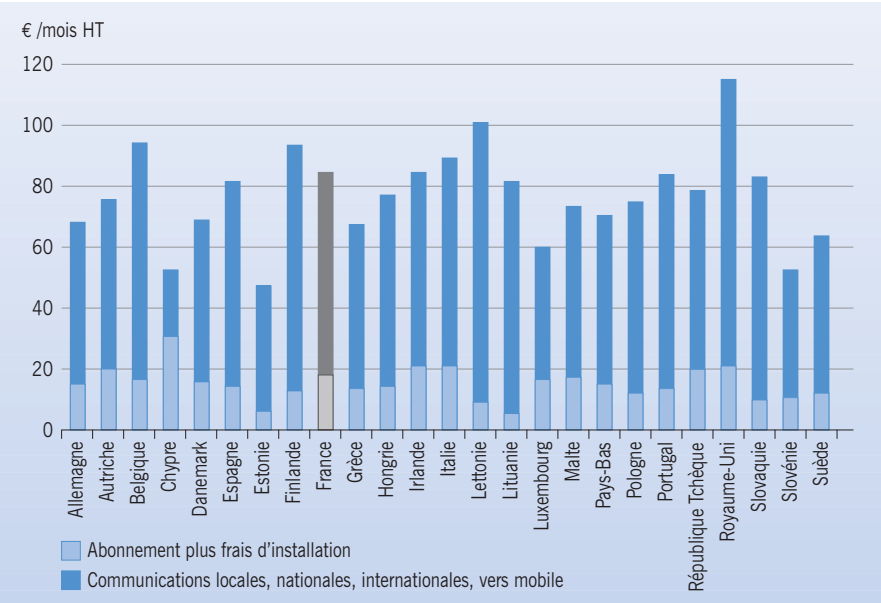
Le prix du panier pour un client résidentiel



Source : 12^e rapport de la Commission européenne.

En France, le prix du panier pour un client résidentiel est plus élevé (42 EUR/mois TTC) qu'en Suède (33 €/mois TTC), en Allemagne (34 €/mois TTC), au Royaume-Uni (35 €/mois TTC), ainsi qu'en Italie (40 €/mois TTC) et en Espagne (41 €/mois TTC).

Le prix du panier pour un client professionnel



Source : 12^e rapport de la Commission européenne.

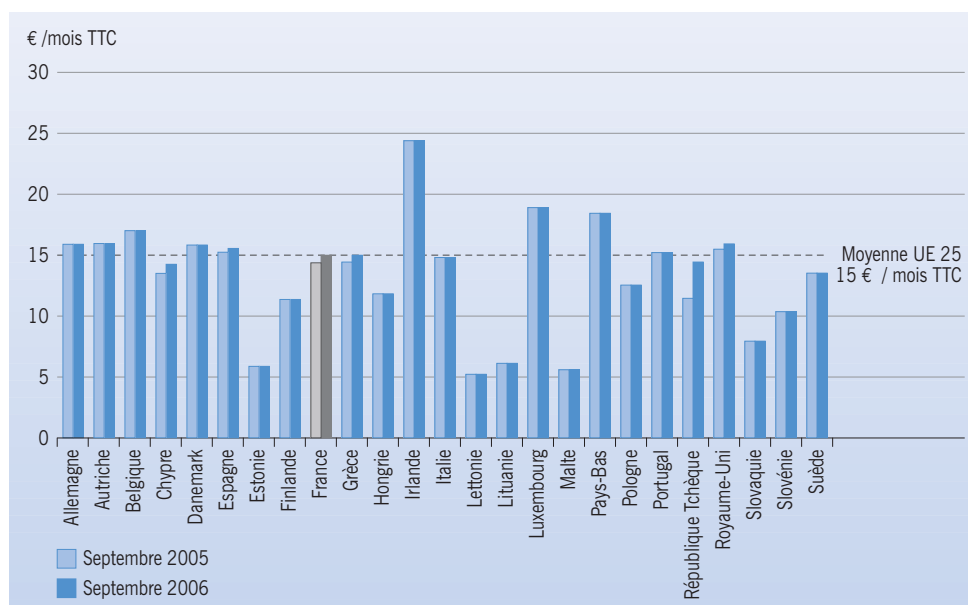
Le prix du panier pour un client professionnel en France (85 €/mois HT) est supérieur à la moyenne européenne (77 €/mois HT).

B. L'abonnement

1. L'abonnement résidentiel

Le prix de l'abonnement mensuel résidentiel en France correspond à la moyenne européenne de 15 €/mois TTC en septembre 2006. L'Irlande, le Luxembourg et les Pays-Bas pratiquent les plus hauts tarifs.

Tarifs de l'abonnement mensuel de l'opérateur historique pour les clients résidentiels

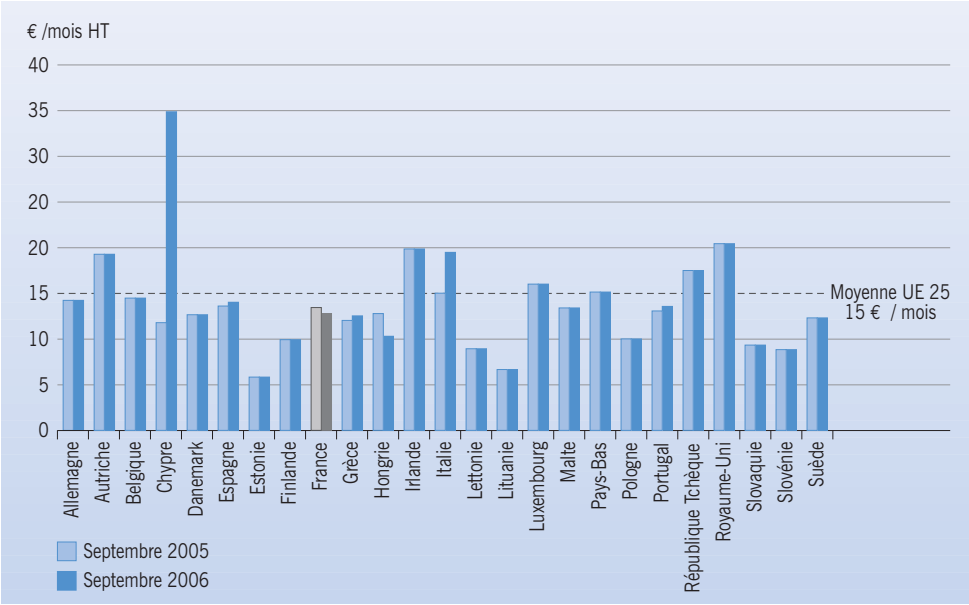


Source : 12^e rapport de la Commission européenne.

2. L'abonnement professionnel

A 12,5 €/mois HT, le prix de l'abonnement professionnel français est inférieur au prix moyen européen (15 €/mois HT). Chypre, le Royaume-Uni et l'Irlande ont les tarifs les plus élevés (respectivement 34,9 €/mois HT, 20,3 €/mois HT et 20 €/mois HT).

Tarifs de l'abonnement mensuel de l'opérateur historique pour les clients professionnels



Source : 12^e rapport de la Commission européenne.

C. Le prix des communications en Europe

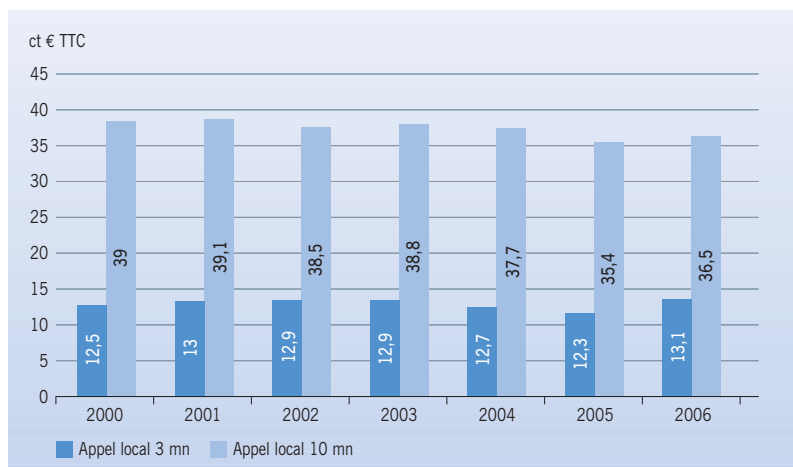
Dans son 12^e rapport, la Commission européenne donne, à titre indicatif, des informations sur le prix des communications, permettant une classification par pays selon les tarifs pratiqués par les opérateurs historiques respectifs. La multiplication des offres d'abondance et les offres de voix sur IP tendent à limiter, au fur et à mesure de leur développement, la pertinence de ces indicateurs.

A titre d'exemple, en France, 23 % des appels fixes (ce taux est plus élevé encore pour les seuls appels résidentiels) étaient, au 31 décembre 2006, passés en voix sur IP, c'est à dire via des "boxes" permettant aux utilisateurs de téléphoner de manière illimitée sur le territoire national et à l'international, vers un certain nombre de pays.

1. Le prix des appels locaux

Le prix moyen des appels locaux en Europe est en légère augmentation.

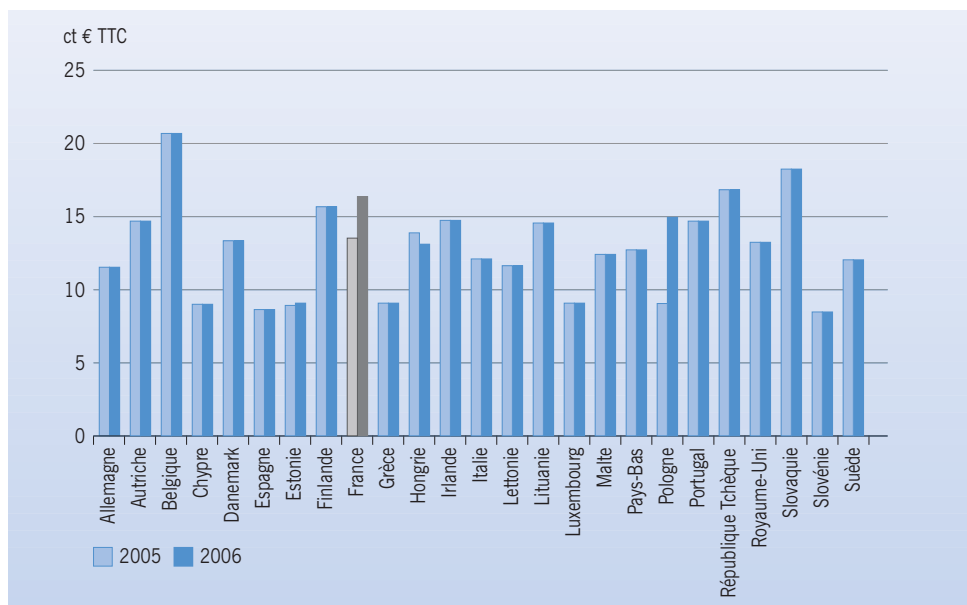
Evolution du prix moyen des appels locaux dans l'Europe des 25



Source : 12^e rapport de la Commission européenne.

Le prix d'un appel local de 3 minutes (tarif de base de l'opérateur historique en heure de pointe) a augmenté en France en septembre 2006 par rapport à 2005 pour s'établir à 16,2 centimes € TTC (contre 13,4 centimes € TTC) et se situe au-dessus de la moyenne européenne de 13,1 centimes € TTC. Le prix le plus élevé est constaté en Belgique avec 20,8 centimes € TTC

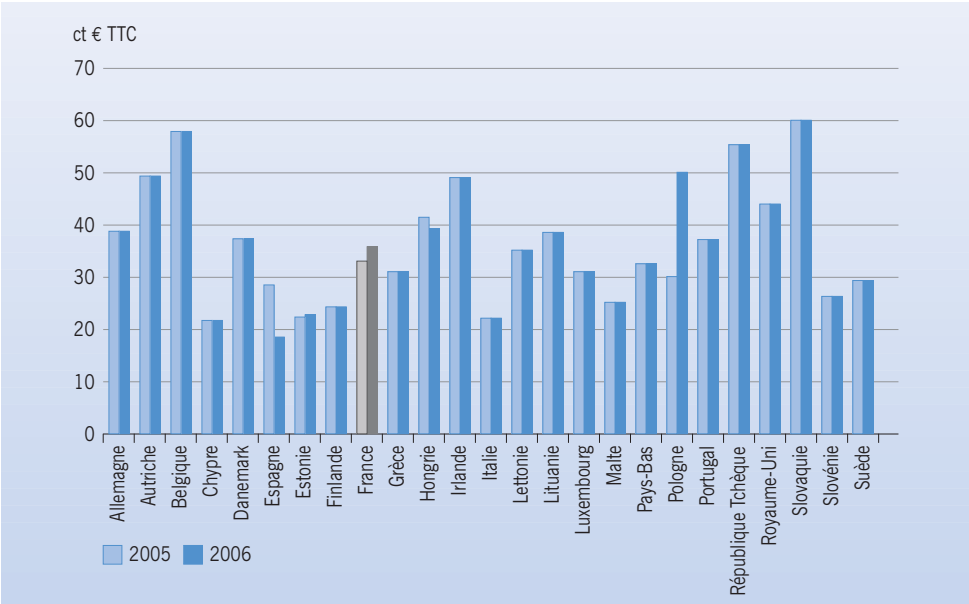
Prix d'un appel local de 3 mn au tarif de base de l'opérateur historique



Source : 12^e rapport de la Commission européenne.

Pour un appel local d'une durée de 10 minutes, le prix en France a également augmenté (35,8 centimes € TTC contre 33 centimes € TTC un an plus tôt) mais reste sous la barre des 36,5 centimes € TTC de la moyenne européenne. La Slovaquie, la Belgique et la République tchèque pratiquent les prix les plus élevés d'Europe.

Prix d'un appel local de 10 mn au tarif de base de l'opérateur historique

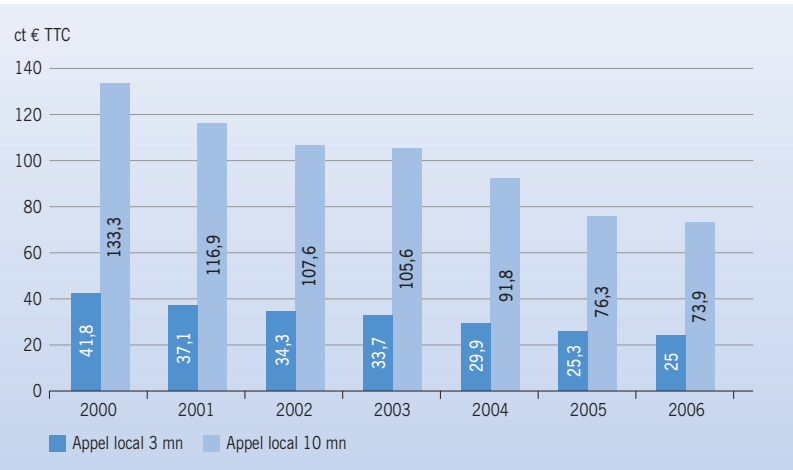


Source : 12^e rapport de la Commission européenne.

2. Le prix des appels nationaux

Globalement, le prix moyen des appels nationaux dans l'Union européenne baisse.

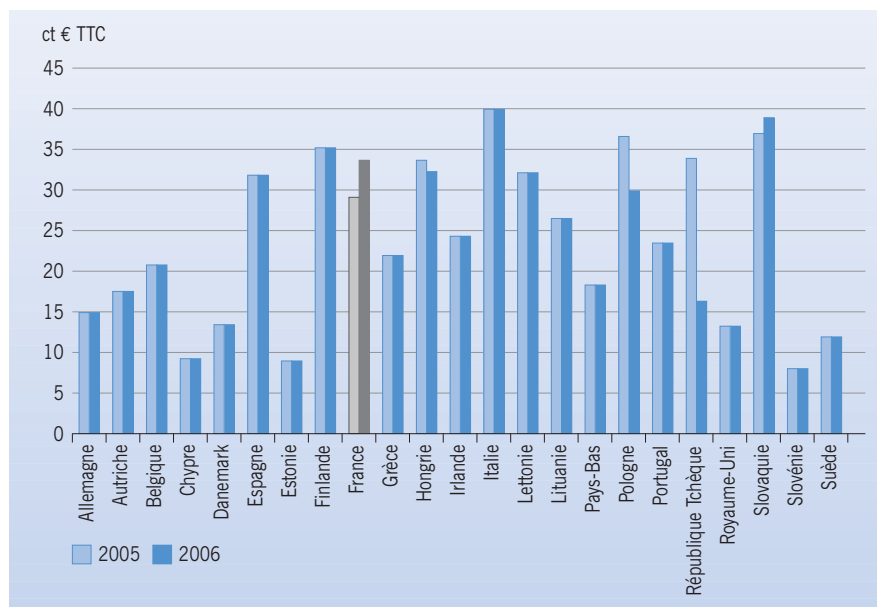
Evolution du prix moyen des appels nationaux dans l'Europe des 25



Source : 12^e rapport de la Commission européenne.

Le prix d'un appel national de 3 minutes en septembre 2006 (tarif de base de l'opérateur historique en heure de pointe) n'a pas évolué dans les trois quarts des pays de l'Union européenne par rapport à 2005. En revanche, il a augmenté en France passant de 28,8 centimes € TTC à 33,9 € TTC. C'est en Italie que ce prix reste le plus élevé d'Europe à 39,9 centimes € TTC.

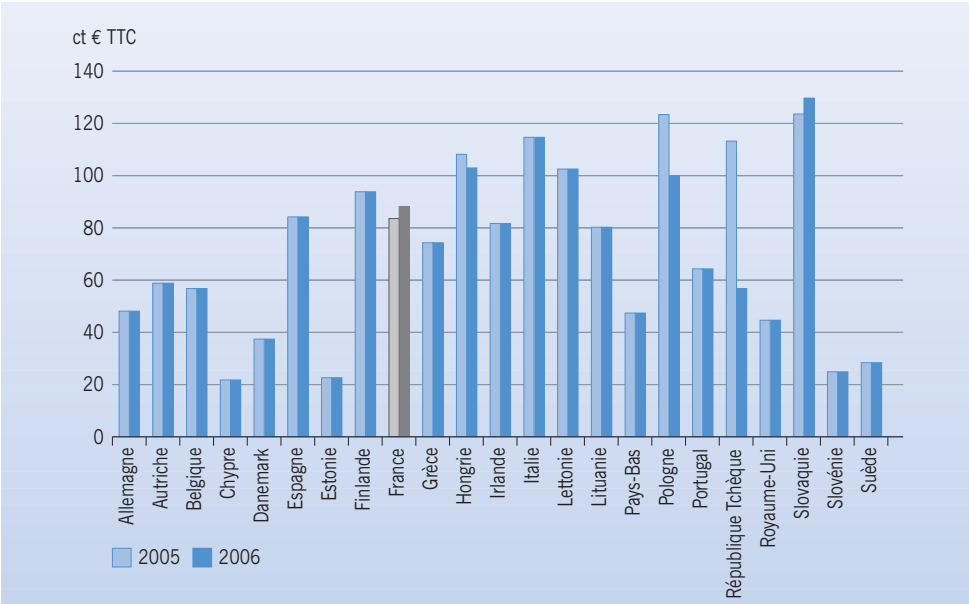
Prix d'un appel national de 3 mn au tarif de base de l'opérateur historique



Source : 12^e rapport de la Commission européenne.

Pour un appel national de 10 minutes, la Slovaquie et l'Italie pratiquent les prix les plus élevés. La France, avec un tarif de l'appel en augmentation de 5 centimes (à 88,5 centimes € TTC en 2006) se situe toujours au-dessus de la moyenne européenne (73,9 centimes € TTC). C'est à Chypre et en Estonie que sont constatés les prix les plus bas.

Prix d'un appel national de 10 mn au tarif de base de l'opérateur historique



Source : 12^e rapport de la Commission européenne.

3. Les appels mobiles

La Commission européenne a comparé les prix des forfaits proposés par les deux plus importants opérateurs mobiles dans chaque pays d'Europe et a utilisé les paniers de l'OCDE pour classer les différentes offres.

Pour les petits consommateurs en 2006, les tarifs les plus intéressants étaient proposés en Lettonie (et plus généralement dans les pays Baltes et au Danemark). C'est au Royaume-Uni que sont pratiqués les tarifs les plus désavantageux pour cette catégorie d'utilisateurs.

Pour un usage moyen, l'Allemagne, Malte et l'Italie présentent les tarifs les plus élevés. C'est le Danemark, la Lituanie et la Lettonie qui proposent les prix les plus intéressants.

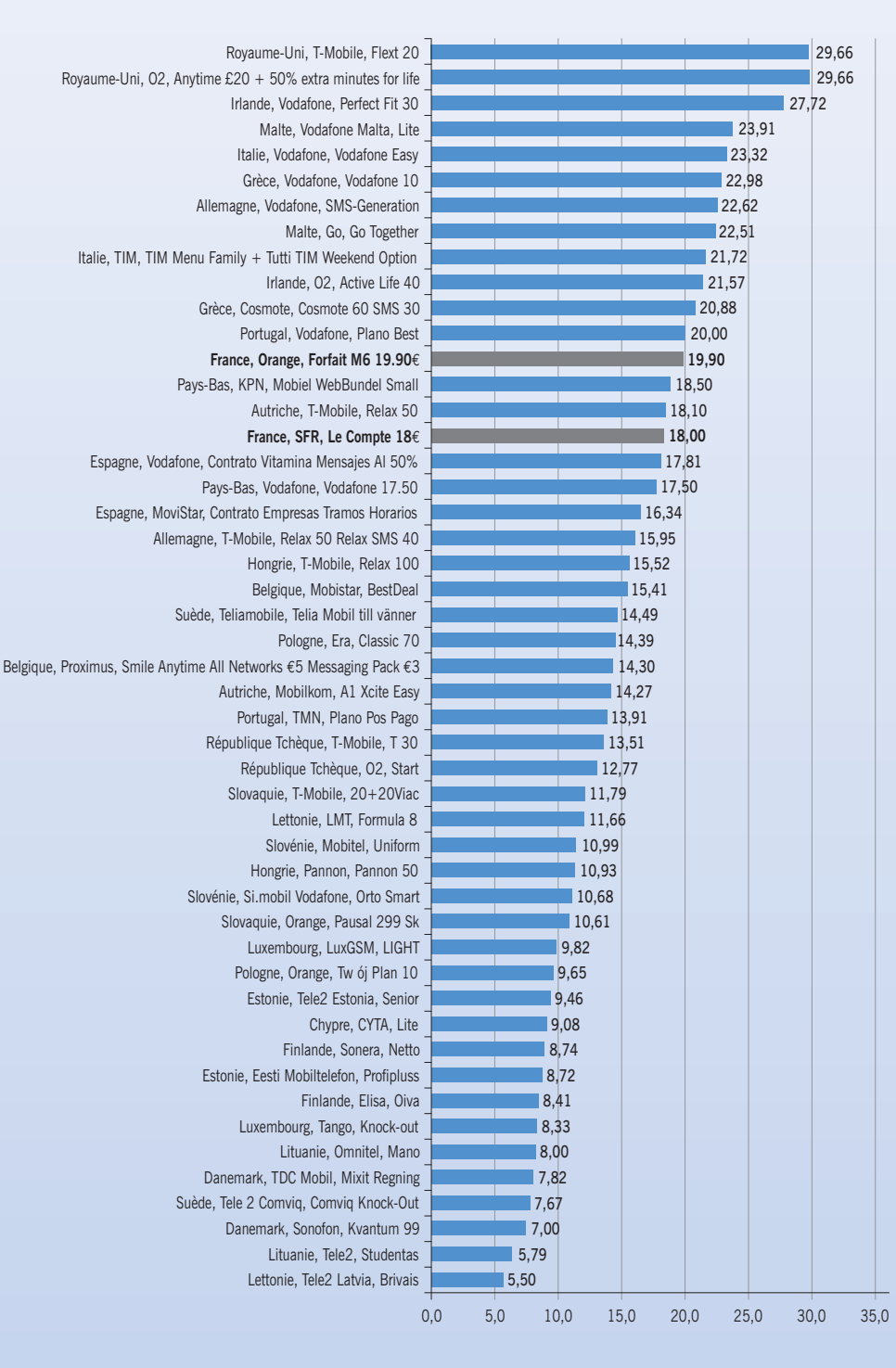
Une fois encore, le Danemark, la Lituanie et la Lettonie présentent les offres les plus attrayantes pour les gros utilisateurs. Malte et l'Allemagne sont les pays les plus désavantageux en termes de tarifs pour une forte utilisation du mobile.

Écart entre les prix les plus hauts et les prix les plus bas selon l'usage du mobile en Europe

	Prix les plus hauts	Prix les plus bas	Fourchette France
Usage faible (30 appels sortants/mois + 33 SMS)	29,7 €/mois TTC (Royaume-Uni)	5,5 €/mois TTC (Lettonie)	18 - 19,9 €/mois TTC
Usage moyen (65 appels sortants/mois + 50 SMS)	46,2 €/mois TTC (Allemagne)	8,5 €/mois TTC (Danemark)	25 - 28,9 €/mois TTC
Usage intensif (140 appels sortants/mois + 55 SMS)	79,4 €/mois TTC (Malte)	17,6 €/mois TTC (Danemark)	46,5 - 54,8 €/mois TTC

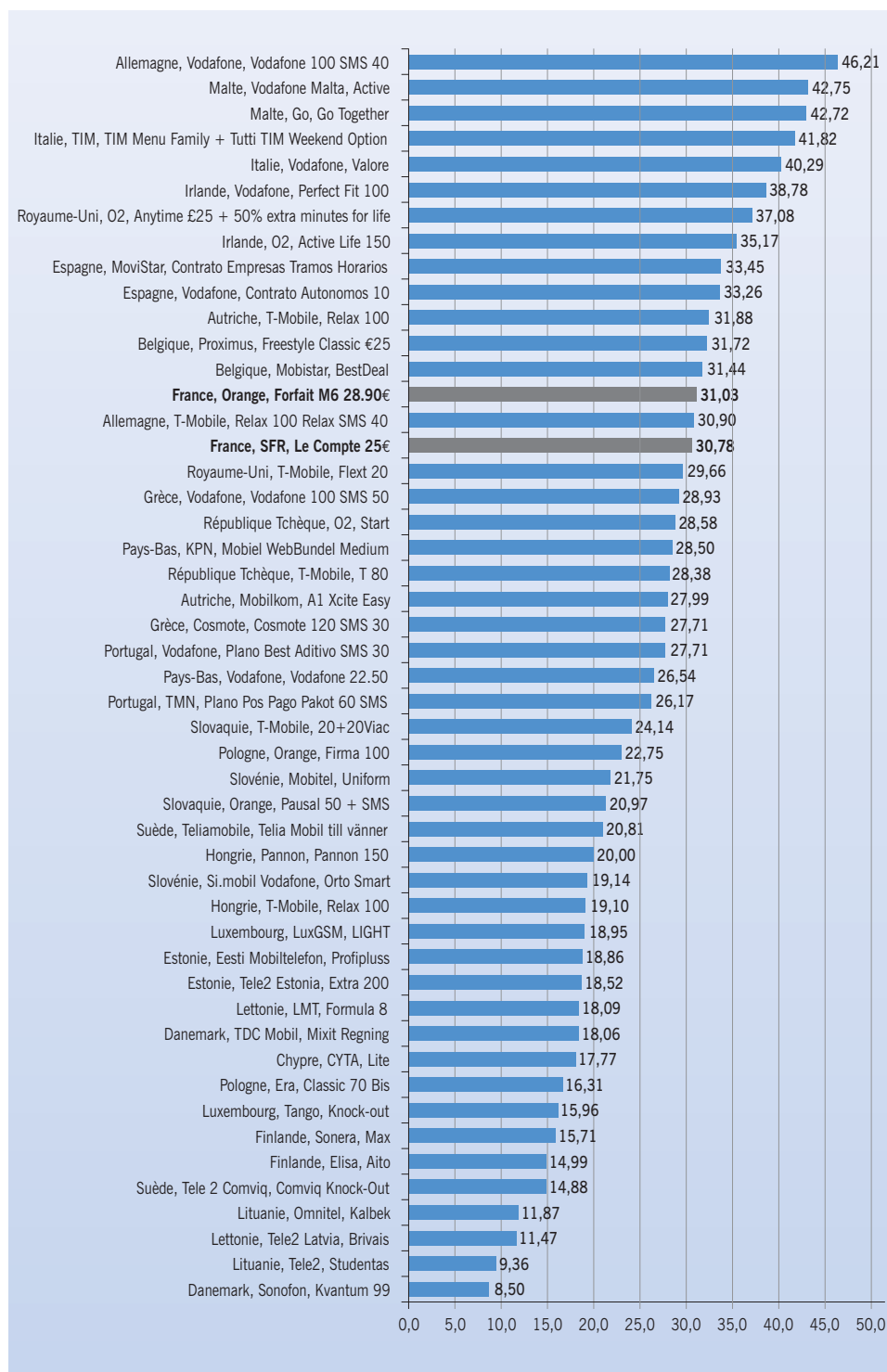
Source : 12^e rapport de la Commission européenne.

Prix mensuel pour un faible usage du mobile (€/mois TTC)

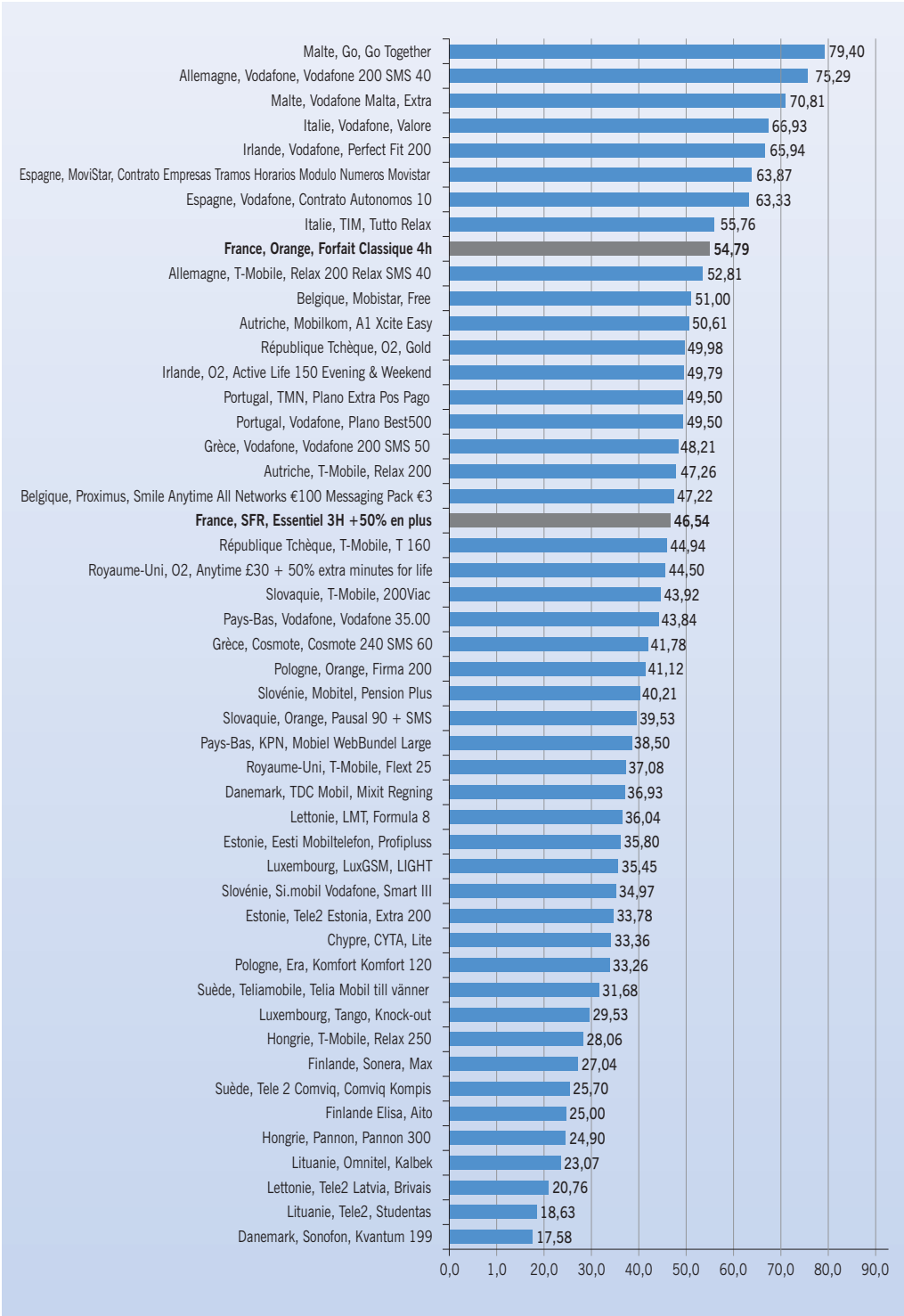


Source : 12^e rapport de la Commission européenne.

Prix mensuel pour un usage moyen du mobile (€/mois TTC)

Source : 12^e rapport de la Commission européenne.

Prix mensuel pour un usage intensif du mobile (€/mois TTC)



Source : 12^e rapport de la Commission européenne.